

FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

THÈSE 72

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

PRÉSENTÉE PAR

Alphonse DUMAS

Né à Trizac (Cantal), le 22 Janvier 1884

Contribution à l'Étude DE L'AVORTEMENT CRIMINEL

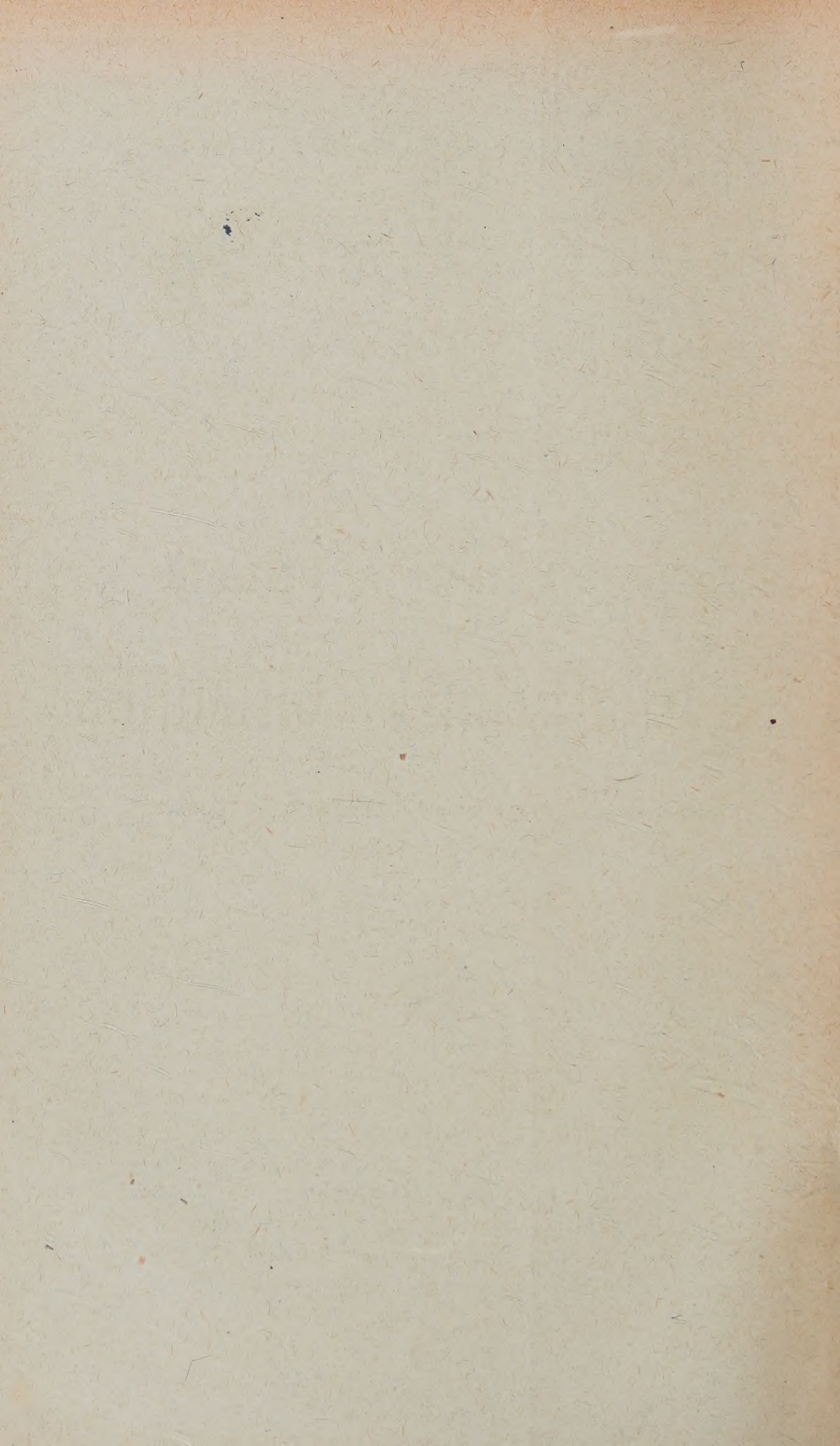
Historique. -- Progression Ascendante. -- Causes
Conséquences. -- Remède

Président : MONSIEUR LE PROFESSEUR RIBEMONT-DESSAIGNE

PARIS
LIBRAIRIE DES FACULTÉS DE MÉDECINE
OLLIER-HENRY

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26, (VI^e Ar^t). -- PARIS
(Anciennement 8, Rue Casimir-Delavigne)

1911



72

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE

FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

PRÉSENTÉE PAR

Alphonse DUMAS

Né à Trizac (Cantal), le 22 Janvier 1884

Contribution à l'Étude DE L'AVORTEMENT CRIMINEL

Historique. -- Progression Ascendante. -- Causes
Conséquences. -- Remède

Président : MONSIEUR LE PROFESSEUR RIBEMONT-DESSAIGNE



PARIS
LIBRAIRIE DES FACULTÉS DE MÉDECINE
OLLIER-HENRY

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26, (VI^e Ar^t). -- PARIS
(Anciennement 8, Rue Casimir-Delavigne)

1911

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

	Doyen	M. LANDOUZY
	Professeurs	MM.
Anatomie		NICOLAS
Physiologie		CH. RICHET
Physique médicale.		GARIEL
Chimie organique et Chimie générale		GAUTIER
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.		BLANCHARD
Pathologie et Thérapeutique générales.		ACHARD
Pathologie médicale.		WIDAL
Pathologie chirurgicale.		TESSIER
Anatomie pathologique.		LANNELONGUE
Histologie.		PIERRE MARIE.
Opérations et appareils.		PRENANT
Pharmacologie et matière médicale.		HARTMANN
Thérapeutique		POUCHET
Hygiène.		MARFAN
Médecine légale		CHANTEMESSE
Histoire de la médecine et de la chirurgie.		THOINOT
Pathologie expérimentale et comparée.		CHAUFFARD
		ROGER
Clinique médicale.		HAYEM
		GILBERT
		DEBOVE
		LANDOUZY
Maladies des enfants.		HUTINEL
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale		GILBERT BALLET
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques		GAUCHER
Clinique des maladies du système nerveux		DEJERINE
Clinique chirurgicale.		PIERRE DELBET
		QUENU
		RECLUS
		SEGOND
Clinique ophtalmologique.		DE LAPPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.		ALBARRAN
		BAR
Clinique d'accouchements		PINARD
		RIBEMONT-DES-SAIGNE
Clinique gynécologique.		POZZI
Clinique chirurgicale infantile		KIRMISSON
Clinique thérapeutique.		A. ROBIN

Agrégés en exercices

MM.			
BALTHAZARD	DESGREZ	LECENE	OMBREDANNE
BERNARD	DUVAL PIERRE	LENORMANT	PROUST
BRANCA	GOUGEROT	LEQUEUX	RATHERY
BRINDEAU	GREGOIRE	LERI.	RETTERRER
BROCA ANDRÉ	GUENIOT	LOEPER	RICHAUD
BRUMPT	GUILLAIN	MACAIGNE	ROUSSY
CAMUS	JEANNIN	MAILLARD	ROUVIERE
CARNOT	JOUSSET ANDRÉ	MORESTIN	SCHWARTZ
CASTAIGNE	LABBE MARCEL	MULON	SICARD
CHEVASSU	LANGLOIS	NICLOUX	TERRIEN
CLAUDE	LAIGNEL-LAVAS	NOBECOURT	TIFFENEAU
COUVELAIRE	TINE.	OKINCZYC	ZIMMERN

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MES FRÈRES ET SŒURS

A TOUS LES MIENS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR RIBEMONT-DESSAIGNE

ACCOUCHEUR DES HÔPITAUX

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE PARIS

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

Chevalier de la Légion d'Honneur

*Avec l'expression de notre plus
profonde reconnaissance pour
le grand honneur qu'il nous
fait.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MES MAITRES
DANS LES HOPITAUX DE TOULOUSE

A MES MAITRES
DANS LES HOPITAUX DE PARIS

A MONSIEUR LE DOCTEUR DOLÉRIS

ACCOUCHEUR DES HÔPITAUX

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

Officier de la Légion d'Honneur

*Qui a bien voulu nous inspirer
ce travail et nous aider de ses
conseils, nous adressons nos
plus sincères remerciements.*

Contribution à l'Etude

DE

L'Avortement Criminel

Historique. — Progression ascendante. — Causes.
— Conséquences. — Remède.

Introduction

Nous ne prétendons pas aborder un sujet nouveau dans notre étude sur l'avortement criminel ; il est de tous les temps et de tous les pays. S'il continue de passionner les philosophes, les littérateurs, les sociologues, les médecins et donne lieu à de nombreuses discussions, c'est que sa progression ascendante en fait une véritable plaie sociale en même temps qu'un péril national. Dans un mémoire fort remarqué, et basé sur une étude statistique de sept années, publié en 1905, Monsieur le Docteur Doléris a déjà jeté un cri d'alarme. Une nouvelle statistique basée sur les faits observés dans son service de 1904 à 1911 inclus nous montrera que la fréquence de l'avortement provoqué dans des conditions

·dites criminelles, n'a fait que s'accroître depuis 1904. Après un historique de la question, nous exposerons donc ces faits, nous en rechercherons ensuite les causes et les conséquences et nous dirons un mot du remède.

L'avortement criminel dans le passé

Quel que fût leur degré de civilisation, presque tous les peuples payèrent un lourd tribut à la pratique des manœuvres abortives.

Seuls LES JUIFS semblent y avoir échappés. Les statuts de Moïse ne contiennent aucune loi relative à ce crime, sauf le mot qui englobe tout ; « Tu ne tueras point ».

EN GRÈCE, l'avortement était très fréquent ; certains ouvrages de l'époque nous renseignent suffisamment à ce sujet.

Hippocrate, semble avoir indiqué certains moyens pour expulser le fœtus. Mais voulant ensuite protester contre l'emploi sans cesse croissant des manœuvres abortives, il nous dit dans son : *Traité des maladies des femmes*, que « l'avortement est bien plus dangereux que l'accouchement ».

Platon, dans sa *République*, soutient la pratique de l'avortement. Dans son dialogue *Théétète*, l'un de ses

personnages, Socrate, dit à propos de sa mère Phénarète qui était sage-femme : « N'as-tu pas aussi entendu dire qu'elles (les sagæ) peuvent par des remèdes, des enchantements, éveiller les douleurs de l'accouchement et les adoucir, délivrer les femmes qui ont de la peine à accoucher ou bien *faciliter l'avortement de l'enfant, quand la mère est décidée à s'en débarrasser !* »

Aristote donne son approbation pleine et entière à l'avortement criminel. D'après lui « tout enfant né d'une mère de plus de quarante ans ou d'un père de plus de cinquante ans, ne doit pas vivre ». D'autre part « si dans le mariage il y a conception contre toute attente, l'avortement doit être pratiqué avant que le fœtus ait le sentiment de la vie, ce qui est d'accord avec la sainteté des lois dans ce cas, ne l'est plus lorsque le fœtus est animé ». Il prétend encore que dans une République, on doit fixer le nombre des enfants et empêcher qu'on élève des enfants contrefaits.

Zénon et l'école stoïcienne enseignent qu'avant la naissance, le fœtus » n'est qu'un fruit du ventre, une partie des entrailles de la mère ».

A ROME. — Si la pratique des manœuvres abortives contribua pour une large part à la décadence de la Grèce, elle faillit amener la chute de Rome où elle sévissait comme un véritable fléau. Au début, pourtant, l'avortement criminel était plutôt rare. En effet, les Romains s'adonnaient surtout à l'agriculture et à la guerre. Ce peuple guerrier et agricole avait besoin de soldats pour le défendre contre l'ennemi et d'ouvriers

pour cultiver ses terres. Mais une fois à l'apogée de sa gloire, la puissance et la richesse amenèrent le goût des plaisirs et le mépris du travail. Bien que défendu par la loi, l'avortement se pratiqua bientôt sur une vaste échelle, en particulier dans la haute société et jusque dans le palais des empereurs. Les patriciennes en causaient au théâtre comme d'une chose toute naturelle et y avaient souvent recours. Elles trouvaient là un excellent moyen, les unes, pour faire disparaître les traces de leurs relations coupables et se livrer sans interruption à leur existence de fêtes et de plaisirs ; les autres, pour éviter les ennuis de la grossesse et conserver longtemps la finesse de leurs traits.

C'était les *sagæ* (sages-femmes d'alors) et les nourrices qui se partageaient la spécialité de cette détestable pratique que nous fait connaître la lecture de quelques auteurs latins.

Aulu-Gelle reprochait aux femmes de rendre leurs mamelles stériles *en se rendant improductives*. (Nuits Attiques LX II Ch. I^{er}).

Plaute, dans une de ses pièces, parle de l'avortement comme d'une chose à la mode.

Au temps de Cicéron se produisit une assez vive réaction contre la pratique des manœuvres abortives. Il relate, en effet, une affaire d'avortement où la femme fut sévèrement châtiée ; le crime fut puni de la peine capitale.

Ovide avertit les jeunes filles des dangers que fait courir l'interruption volontaire du cours de la grossesse. Il

nous parle encore d'un complot formé par les dames romaines pour se venger de leurs maris qui leur avaient interdit la promenade dans des chars richement parés. Non seulement elles leur refusaient toute faveur, mais celles qui étaient enceintes avaient juré de se faire avorter, afin de ne pas donner de rejetons à leurs époux.

(Les Amours L II, Elég XIII, XIV, les Fastes L I V 619).

Sénèque et Juvénal, s'élèvent contre : « la répugnance des jeunes patriciennes à se soumettre aux fatigues de la grossesse et de l'allaitement alors que les mères, dans le peuple, les supportaient avec une patience exemplaire. Ailleurs Juvenal parle d'une certaine Julie qui, fille de Titus, nièce de Dioclétien et concubine de ce dernier se fit avorter plusieurs fois et finit par succomber à la suite d'un avortement. (Satire II). D'après Suétone, tel fut encore le sort de la concubine de Domitien.

Par sa fréquence, l'avortement criminel amenait une diminution inquiétante de la population romaine. D'après le docteur Jacques Bertillon, deux recensements où ne comptait que les citoyens romains à l'exclusion des femmes, des enfants, des affranchis, des étrangers et des esclaves nous en donnent la preuve.

Nombre des citoyens romains

Cens de 594 (159 avant J.-C.)..... 338.314

Cens de 622 (131 avant J.-C.)..... 317.823

Différence en moins..... 20.491

La situation était telle, que pour éviter la chute de

l'empire romain, le droit de cité fut accordé en bloc à quatre millions de sujets descendant d'esclaves provenant de tous les coins du monde. Le remède était bien médiocre et seule une répression énergique contre les manœuvres abortives pouvait enrayer le mal.

Antoine édicta des réglemens qui punissaient de l'exil les avorteuses et les marchands de substances abortives, mais l'avortée restait impunie.

Jules César voulut encourager et protéger les familles nombreuses. Par ses lois, *Julia agraria* ; il déclara que la possession de trois enfants donnait droit aux terres les plus fertiles. A ce titre, vingt mille pères de famille, ayant trois enfants ou plus, reçurent des terres en Campanie.

Auguste fut plus énergique et malgré l'opposition du Sénat, il finit par faire adopter la loi *Julia* en 736. Son texte était assez long, il comprenait au moins 35 articles qui visaient non seulement l'avortement, mais aussi les célibataires auxquels il était infligé diverses peines, telles que : interdiction d'assister aux jeux, de recueillir une succession. Ses effets ne tardèrent pas à se faire sentir ainsi que le montre divers recensements de la population romaine.

Nombre des citoyens romains

Cens de 726		4 063 000
Cens de 746		4 233 000
		—————
En plus		170 000

Cette augmentation s'accrut rapidement et si

en 746 nous avons 4.233.000 citoyens romains

en 767 — — 4.937.000 — —

soit une augmentation de : 704.000 — —

De sa lutte contre l'Avortement criminel, Auguste était sorti vainqueur ; l'efficacité de sa loi Julia n'était pas douteuse, loin de diminuer, la population romaine augmentait assez vite. Mais cette victoire était due pour une grande part à la morale nouvelle qu'avait apportée le christianisme. Pour lui, le fœtus n'est plus « une partie des entrailles de la mère » c'est un être vivant, et c'est être homicide que de le détruire. Bien plus s'occupant d'avantage de l'âme du fœtus que de son existence corporelle, il trouve moins odieux l'infanticide qui respecte les intérêts spirituels de l'enfant que l'avortement qui le prive du baptême.

De là naquirent de longues controverses. Avec Adrien, Théodose et Constantin, le droit romain punit l'avortement criminel de la peine de mort.

Les Conciles d'Ancyre en 314, Lérida en 524 décrètent contre lui une pénitence plus ou moins longue avec interdiction des sacrements ; ceux de Constantino-en 692 et de Mayence en 847 l'assimilent à l'homicide.

Cette législation resta en vigueur pendant tout le moyen-âge et pourtant la pratique des manœuvres abortives fut très courante. Aussi dans son Edit de 1556, Henri II signala la fréquence de plus en plus grande d'« un crime très énorme et exécrationnel... qui est

que plusieurs femmes ayant conçu enfant par moyens déshonnêtes ou autrement persuadées par mauvais vouloir ou conseil, déguisent, occultent et cachent leurs grossesses, sans en rien découvrir et déclarer ». Cette ordonnance royale a surtout un but religieux et cherche à sauver l'âme du fœtus. Elle vise les femmes qui après avoir caché leur grossesse « suffoquent, meurtrissent et suppriment les fœtus *sans leur avoir fait impartir le saint sacrement du baptême*... les jettent en lieux secrets et immondes ou enfouissent *en terre profane, les privant par tel moyen de la sépulture coutumière aux chrétiens*. D'après la loi, une telle coupable doit être « punie de mort et dernier supplice ».

Cet édit fut confirmé par Henri III qui en ordonna la publication en ces termes : « enjoignons à tous curés de publier et dénoncer au Peuple le contenu de ladite ordonnance à leurs Prônes des Messes paroissiales, de trois mois en trois mois, et que tant nos Procureurs que les Seigneurs Haut-Justiciers, tiennent la main à ladite publication ». Pourtant la loi ne fut pas toujours appliquée dans toute sa rigueur ; mais quelques magistrats s'y conformèrent à la lettre et la fille d'un châtelain de Bourg fut condamnée à mort pour avortement criminel. Amenée sur le lieu de l'exécution, elle ne dut son salut qu'à l'émotion et à la maladresse du bourreau. Plus tard, l'édit de Henri II tomba un peu dans l'oubli ; les curés s'étaient permis d'interrompre sa publication parce que dans sa déclaration du 16 décembre 1698 Louis XIV défendait de publier aux prônes des messes de paroiss-

ses « aucunes choses profanes et temporelles » et prescrivant leur publication à l'issue desdites messes. Telle n'était pas la volonté du roi. Aussi dans sa déclaration du 25 février 1708 il ordonnait de publier, au prône, l'édit de 1556 et rétablissait *la peine de mort* « contre les femmes qui ayant caché leur grossesse et leur accouchement, laissent périr leurs enfants sans recevoir le baptême. »

Cette législation fut appliquée jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. En effet, en 1770, une fille Legault « suffisamment atteinte et convaincue d'avoir recellé sa grossesse » est condamnée à « estre prise par l'exécuteur criminel aux prisons du siège de Dinan où elle est retenue, et, la corde au col, pendue et étranglée jusques à extermination de vie, à une potence, qui sera à cette fin élevée dans le ressort de cette juridiction, son corps arde et brûlé et les cendres jettés au vent ».

Les rigueurs de la loi contre l'avortement criminel soulevèrent les protestations de Voltaire, de J.-J. Rousseau ; mais rien ne fut changé jusqu'à la Révolution. Ce fut seulement en 1791 que nos législateurs supprimèrent la peine de mort, excusèrent l'avortée et réservèrent toute leur sévérité pour ses complices.

Actuellement nous vivons sous le régime légal édicté par l'article 317 du code pénal ainsi conçu :

Quiconque par aliments, breuvages, médicaments, violences ou par tout autre moyen, aura provoqué l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion.

La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait lieu.

Nous avons vu l'importance néfaste qu'avait prise l'avortement criminel chez les Grecs, les Romains et nos ancêtres. Ils n'ont pas été les seuls à en souffrir ; les autres peuples n'ont pas été épargnés.

DANS L'AFRIQUE CENTRALE, la fille se fait avorter pour échapper à la misère ; l'épouse infidèle, pour cacher sa faute et échapper à un châtimen^t terrible ; l'esclave, sur l'ordre de son maître, pour paraître vierge et être vendue à un prix plus élevé.

Les femmes arabes, LES MAURESQUES, provoquent chez elles la stérilité, pour éviter des grossesses fréquentes et pouvoir se livrer à leurs passions sans être exposées à avoir des enfants.

Dans nos Colonies, AU SÉNÉGAL, si la négresse accepte de vivre quelque temps avec un blanc, c'est qu'elle espère que le blanc ne la laisserait pas dans l'embarras, si elle avait un enfant, car, devenue enceinte d'un blanc et abandonnée, elle est obligée de se faire avorter pour cacher sa faute et pour pouvoir ensuite se marier avec un homme de sa couleur.

DANS L'ÎLE FORMOSE, la loi défend à la femme d'avoir des enfants avant 36 ans afin de limiter la population aux ressources de l'île. Mais les jeunes filles n'attendent pas si longtemps, et si une grossesse survient, elles sont conduites dans des temples religieux du pays où des prêtresses leur piétinent le ventre pour les faire avorter.

LES MÉDES et les PERSES considéraient l'avortement comme un crime et lui appliquaient les mêmes peines. Aujourd'hui tout a changé. A TÉHÉRAN les manœuvres abortives sont d'un usage courant. En effet, l'accouchement, en dehors du mariage, est puni de la peine de mort et d'autre part, la religion défend à la femme enceinte toute cohabitation avec son mari pendant le cours de sa grossesse ; d'où par conséquent double motif d'avortement : peur et jalousie.

A PONDICHÉRY, à KARIKAL, les blanchisseuses exercent en même temps la profession d'avorteuses et on estime qu'il se fait à CALCUTTA 1.000 avortements criminels par mois.

AU CAMBODGE, en ANNAM, les manœuvres abortives sont d'autant plus fréquentes que les mariages sont tardifs et les fautes précoces.

AU BENGAL, ces mêmes procédés font disparaître 10.000 enfants par mois.

Chez LES HINDOUS, l'avortement provoqué est considéré comme une chose sans importance et assurément moins blâmable que le déshonneur d'une femme.

AU JAPON aucune loi ne punit l'avortement et s'il est

toléré difficilement dans la haute société, il est considéré comme une chose naturelle dans le peuple afin d'éviter les charges d'une nombreuse famille et un surcroît de dépense.

EN CHINE, le mariage est réduit à un simple contrat ; l'amour et les préférences de la femme ne comptent pas. Rien d'étonnant alors à ce qu'elle ait des relations clandestines et recoure souvent à l'avortement. Du reste à Pékin la vente des substances abortives se fait publiquement ; la femme enceinte de son mari se fait avorter impunément, et au dire des Scott, des voitures circulent pour recueillir les cadavres des avortons jetés dans la rue pendant la nuit.

A CONSTANTINOPLE, la loi interdit l'avortement, mais très indulgente, elle permet le rachat de la peine à prix d'argent. Aussi, des juives, avorteuses de profession tiennent boutique à cet effet et le docteur Pardo raconte qu'en 1872, on y a constaté 3000 avortements. Les manœuvres abortives se pratiquent jusque dans le harem du sultan qui a son avorteur en chef. Par un édit de 1872, la mère du sultan Abdul Aziz ordonna que « toutes les femmes grosses résidant dans le palais, eussent à se faire avorter ». Il fut défendu en outre, à la naissance de l'enfant, si l'opération ne réussissait pas, de lier le cordon ombilical. (Plon Pzuren *Geschichte der Fruchtabtreibung*. Leipzig 1883).

L'ALLEMAGNE paie aussi un lourd tribut à la pratique des manœuvres abortives. D'après le Dr Corre « l'avortement est pratiqué couramment et les coupables échap-

pent d'autant plus aisément aux rigueurs de la loi, qu'une condamnation ne peut avoir lieu sans la production du corps du délit toujours facile à détruire ou à cacher. »

En ANGLETERRE, on ne dresse pas de statistique de l'avortement criminel de sorte qu'il est très difficile d'en connaître la fréquence. Il est pourtant reconnu que nombre d'anglaises n'hésitent pas à traverser le détroit pour recourir à l'intervention des matrones parisiennes.

En ITALIE, la pratique des manœuvres abortives est absolument courante. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que le professeur Züno, dans son traité de médecine légale, tome II a pu citer, déposées dans des vitrines des collections de fœtus conservés dans l'alcool et servant de réclame aux opérateurs.

AUX ÉTATS-UNIS l'avortement est très fréquemment provoqué. Une liberté exceptionnelle permet aux journaux les réclames les plus fantastiques et dans certains quartiers, on peut voir à la porte de maisons spéciales, des annonces telles que celle-ci : « Ici on pratique les avortements. » Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que Lewin ait pu estimer à 80.000 le nombre moyen annuel des avortements à New-York. Du reste la police, obéissant paraît-il à on ne sait quels ordres veut les ignorer et on peut estimer à 200 le nombre des personnes pratiquant les avortements au su de la police.

Ces divers renseignements concernant la pratique des manœuvres abortives chez les grandes nations modernes sont encore confirmés par les réponses que reçut M. le docteur Doleris, à la suite de son référendum de 1905.

ALLEMAGNE. — La pratique des manœuvres abortives est très fréquente. Ce qui le prouve, c'est que malgré la difficulté des poursuites, les *condamnations* pour avortement criminel sont, chaque année, plus nombreuses. D'après le docteur Prijuing d'Ulm, il y eut annuellement :

de 1882 à 1885	215	condamnations
de 1886 à 1890	236	—
de 1891 à 1895	339	—

AMÉRIQUE. — Le professeur T. Gaillard Thomas dans « l'Avortement et son traitement d'après la pratique » et le docteur Mary Dixon Jones, dans « New York Medical Record, juillet 1894 » déplorent l'extension diabolique que l'avortement criminel a acquise aux États-Unis où le nombre des hommes et des femmes connus pour en faire métier est plus élevé qu'en Europe. (SIMPSON).

L'ANGLETERRE n'a le droit de jeter le discrédit sur aucun de ses voisins. Il y a environ dix ans, un médecin précédemment rayé de l'ordre pour quelque méfait professionnel, fut condamné à sept ans d'emprisonnement pour avoir causé la mort d'une dame de la haute société par une intervention criminelle. Avant de tomber sous le coup de la loi, il jouissait d'une réputation d'avorteur tellement notoire que les femmes évincées par d'autres médecins à qui elles demandaient de les débarrasser de leur grossesse, leur répondaient couramment : « Si vous ne voulez pas agir, je vais de ce pas chez le docteur X... » Peu de temps après, une femme vint s'é-

tablir comme infirmière à Edimbourg. Elle fut surprise pratiquant l'avortement d'une façon si courante qu'elle fut condamnée à cinq ans d'emprisonnement sur le témoignage de ses victimes et de leurs amis et qu'il fut établi que ses pratiques criminelles avaient pénétré dans des milieux où l'on n'aurait jamais pu supposer que le crime pût entrer. (SIMPSON.)

AUTRICHE. — Au dire de Wertheim, professeur de gynécologie à Vienne, les avortements sont en très grand nombre et la proportion augmente sans qu'on puisse en fixer exactement la cause. Les malades, naturellement, les mettent sur le compte de maladies physiques ou d'ennuis.

Quant aux avortements criminels, il ne faut pas, dit-il, s'attendre à obtenir des aveux précis, les malades étant plutôt préoccupées d'induire le médecin en erreur.

HONGRIE. — Le professeur Adof Reismann de Szombathely (Hongrie) dans son service de gynécologie note une augmentation croissante des avortements. En 1898, 1899, 1900 et 1901 sur une moyenne de 70 accouchements, on chiffre une proportion de 5 avortements. Dans les trois dernières années 1902, 1903 et 1904 sur une moyenne annuelle de 146 accouchements la proportion des avortements devient de 10. En 1904, il y a 18 avortements sur 173 accouchements. Mais là où l'augmentation des avortements s'affirme, c'est dans la clientèle privée. « Il y a, dit-il, une augmentation sensible des avortements provoqués chez les particuliers qu'il faut attribuer aux difficultés de l'existence principale-

ment. Il ne paraît pas possible d'en restreindre le nombre tant que la personne qui pratique l'avortement et celle qui le subit ne seront pas poursuivies et punies. Si les châtimens étaient rigoureusement exercés, on pourrait certainement combattre et anéantir cette profession horrible mais lucrative. Les moyens employés pour provoquer l'avortement sont ici mécaniques ; mais dans le peuple on emploie encore le massage du bas-ventre, les bains de pieds et les bains complets chauds, le tuya, le safran, l'ergotine. Lorsque ces procédés échouent, les femmes du commun s'adressent le plus souvent à des sages-femmes non diplômées, des comères professionnelles de l'avortement qui pratiquent la ponction de l'œuf avec des aiguilles à tricoter, des tiges de bois durs, etc. ».

Même constatation dans le service du professeur Otto Franqué de Prague. D'après la statistique établie de 1898 à 1904 inclus, sur un total de 8604 entrées, il y a 726 avortements ou accouchemens prématurés, soit une moyenne de 8,44 o/o. L'examen de cette statistique nous montre une augmentation croissante des avortements. En effet, tandis que le nombre des entrées annuelles varie très peu, le nombre des avortements ou accouchemens prématurés ne cesse de progresser. En 1898 et 1899 il est de 58 ; il monte à 82 en 1900 — 108 en 1901 — 93 en 1902 — 152 en 1903 — et 175 en 1904, de sorte que le rapport entre le total des entrées et le total des avortements ou accouchemens prématurés qui était de 4, 87 en 1898 est de 12,79 en 1904.

D'autre part, sur ces 726 cas d'avortements ou d'accouchements prématurés, très nombreux sont les avortements ; on en compte 687, soit une proportion de 95 0/0.

ITALIE. — Dans la clinique privée du professeur La Torre, de Rome, le nombre des avortements est resté sensiblement le même de 1893 à 1903. Sur une moyenne annuelle de 70 accouchements à terme, on note une proportion de 4 avortements. Cette proportion a brusquement changé en 1904. Pour 65 accouchements à terme on compte 9 avortements, soit une moyenne de 13,84 avortements pour 100 accouchements à terme.

TURQUIE. — Le Dr Miraschi de Salonique montre que la Turquie est loin d'être épargnée par la pratique des manœuvres abortives. L'avortement provoqué, dit-il, est ici et a toujours été comme dans tous les pays musulmans, une chose absolument courante. Non pas que les lois civiles et religieuses le permettent. Elles le répriment même par des punitions très sévères sur le papier, mais en fait, c'est une chose qui se fait tous les jours sans la moindre velléité de repression. Il en était ainsi il y a quatre siècles et il en est de même aujourd'hui dans un pays qui n'a point progressé depuis lors.

Sans conteste c'est la classe riche qui y recourt le plus souvent. C'est la coquetterie et la polygamie qui poussent la femme musulmane à provoquer l'avortement. Elle veut bien avoir un enfant pour ne pas donner à son mari le droit de la répudier, mais elle tient aussi à ne pas déformer sa taille et à rester jeune et

belle pour ne pas être inférieure à ses co-épouses.

Parmi les Grecques, la chose est plus rares ; elles se marient si tard qu'elles n'ont pas de temps à perdre si elles veulent avoir des enfants.

Enfin parmi les Israélites, la chose était très rare jusqu'à il y a une dizaine d'années. Elles procréaient des familles innombrables, presque sans s'en soucier le moins du monde. Il en est toujours ainsi dans la classe pauvre ; mais chez les riches, la civilisation, avec son cortège de luxe et d'ambition, a amené aussi l'introduction de la fraude dans l'accomplissement du coït et lorsque la fraude est insuffisante, on songe parfois à provoquer la fausse-couche. Par contre l'infanticide est presque inconnu.

Quant aux moyens employés, c'est très simple. Il y a tout comme chez vous des « faiseuses d'ange » de réputation établie. Le moyen c'est le « bâtonnet » classique d'Hypocrate, c'est-à-dire une tige végétale quelconque analogue à la laminaire et qu'elles enfoncent dans le col avec beaucoup d'adresse. Naturellement les accidents septiques légers ou graves sont très fréquents.

Fréquence de l'Avortement

D'après Maygrier, » l'avortement est une véritable plaie sociale. Le nombre en est considérable. C'est par milliers de l'aveu de tous, qu'il faudrait le chiffrer, mais d'autre part trop d'inconnues empêchent de dresser avec quelque certitude la statistique d'un crime qu'il est si facile de dissimuler. »

Qui pourrait dire le nombre des avortements, a écrit Jules Simon, pour un qui éclate au grand jour, des milliers sont couverts par l'obscurité de la vie privée.

Pajot estimait qu'il y avait plus d'avortements que d'accouchements.

Le professeur Lacassagne de Lyon admet qu'il se fait dans cette dernière ville 19.000 avortements pour 450.000 habitants et pour 8.000 à 9.000 naissances annuelles. Une telle proportion, pour la population parisienne, représenterait environ 114.000 avortements.

Souvent on a essayé de dresser la statistique de l'avor-

tement et les chiffres trouvés présentent quelque divergence.

Mme Lachapelle notait 116 avortements sur 21.960 grossesses.

Soit 1 avortement pour 189 accouchements

Leubel trouve	1	—	—	12	—
Schröder	—	3,7	—	10	—
Withead	—	1	—	7	—
Abeeg	—	1	—	11	—
Hennerig	—	1	—	10	—
Ribemont-Dessaigne	—	1	—	5	—
Boissard	—	1	—	9	—

En 1892, Brion rapporte 530 avortements sur 13,000 grossesses soit 1 pour 32 et d'après ses recherches 369 de ces avortements tomberaient sous le coup de la loi.

Les différences que nous constatons dans les chiffres précédents sont dues à la difficulté de la tâche, car essayer d'établir une statistique semble une œuvre vouée d'avance à l'insuccès. Trop d'éléments nous manquent pour arriver à une rigoureuse exactitude. Nous ne pouvons pas, en effet, faire entrer en ligne de compte :

1° Les cas qui ne viennent pas à l'hôpital, la fausse couche étant soignée à domicile, ce qui arrive dans la classe aisée et dans les ménages d'ouvriers jouissant d'un certain bien être.

2° Les cas soignés chez les sages-femmes agréées ou libres et dans les maisons de santé.

3° Les cas soignés et reconnus dans les services hospitaliers de médecine et de chirurgie.

4° Enfin les cas dans lesquels la malade n'a reçu aucun soin.

Fréquence de l'Avortement Criminel

C'est un fait certain, les avortements sont très fréquents mais les diverses causes que nous venons d'énumérer nous empêchent d'en préciser le nombre. Les difficultés sont encore bien plus grandes quand il s'agit de l'avortement criminel. A ces diverses causes d'erreur s'ajoute le soin que prend la malade à cacher la vérité. Qu'elle se soit fait avorter elle-même ou qu'elle se soit adressée à un opérateur sans scrupules, sa préoccupation est toujours la même : ne pas avouer les manœuvres abortives et tromper le médecin. Cependant par la persuasion, il est assez souvent possible d'obtenir des renseignements exacts, en lui montrant que pour instituer un traitement plus efficace, il est de son intérêt de nous dévoiler toute la vérité. Si son état est grave, elle n'hésite plus et fait des aveux complets avec de multiples détails ; si l'infection est plus légère ou bien elle avoue, ou bien elle donne des explications si peu con-

vaincantes et prend du reste un air si peu convaincu, que nous savons parfaitement à quoi nous en tenir quand elle nous parle de chute dans l'escalier, de faux pas en descendant d'un tramway ou du métropolitain, etc.

D'autre part les inconnues ne changent pas d'une année à l'autre, les difficultés d'investigation sont sensiblement les mêmes, de sorte que si d'après nos observations puisées toutes à la même source et prises toujours dans les mêmes conditions, le rapport entre les avortements et les accouchements augmente continuellement, c'est que la pratique des manœuvres abortives fait des progrès de plus en plus rapides.

Les chiffres relevés dans le service de M. le docteur Doléris suffiront à nous le montrer. Nous allons donc établir et examiner la statistique des maternités de l'hôpital Boucicaut de 1898 à 1907 et de l'hôpital Saint-Antoine de 1908 à 1911. Pour plus de clarté nous rapprocherons cette dernière des résultats obtenus de 1898 à 1904 dans le même milieu hospitalier.

Maternité de Boucicaut

Année	Accouchements et Avortements	Accouchements	Avortements	Proportion	0 0
1898	545	502	43	8,56	7,89
1899	603	546	57	10,44	9,45
1900	464	417	47	11,27	10,12
1901	608	522	86	16,47	14,14
1902	586	517	69	13,34	11,77
1903	568	499	69	13,82	12,14
1904	729	599	130	21,7	17,83
1905	653	545	108	19,81	16,53
1906	727	595	132	22,18	18,15

Maternité de Saint-Antoine

1898	1392	1305	87	6,25	6,6
1899	1505	1383	122	8,82	8,1
1900	1521	1373	148	10,77	9,77
1901	1584	1411	173	12,26	10,92
1902	1564	1363	201	14,74	12,85
1903	1424	1215	209	19,65	16,43
1904	1233	1005	228	22,68	18,45
....					
1908	1643	1248	395	31,65	24,04
1909	1818	1437	381	26,51	20,95
1910	2006	1583	423	26,72	21,08
1911 (10 mois)	1762	1331	331	27,59	21,62

Un rapide examen de cette statistique suffit pour nous montrer que l'avortement fait des progrès effroyables. A Boucicaut, les accouchements n'ont pas sensiblement augmenté de 1898 à 1906 tandis que les avortements ont plus que triplé ; en 9 ans la proportion est passée de 8,54 à 22,18. Même fait à Saint-Antoine où pour une augmentation insignifiante du nombre des accouchements nous avons 4 fois plus d'avortements ; de 6,22 en 1898, la proportion atteint 22,68 en 1904, 26,72 en 1910 et 27,59 pour les 10 premiers mois de 1911.

Et pourtant, ces résultats si pénibles soient-ils dans leur précision ne donnent encore qu'une idée incomplète de l'étendue du mal.

Nos rapports sont en effet établis entre le nombre des avortements et le nombre des accouchements à terme et prématurés. Or, parmi ces derniers, beaucoup portent la marque d'une intervention criminelle, et sont en réalité des avortements bien qu'effectués après six mois de gestation, limite fixée par la loi pour l'avortement proprement dit. C'est que trop de femmes qui n'ont pas intérêt à cacher leur grossesse mais veulent simplement empêcher qu'un nouvel enfant vienne troubler leur quiétude, attendent une époque avancée de leur gestation parce qu'elles savent qu'à ce moment-là les manœuvres abortives font courir moins de risques à leur vie et que leur admission dans une maternité sera plus facile. Quand elles arrivent, leur grossesse est plus ou moins éloignée du terme. Ainsi sur les 383 accouchements

avant terme faits en 1910, à la maternité de Saint-Antoine, 130 ont eu lieu de 6 à 7 mois, 154 à 8 mois et 99 à 8 mois et demi. Parmi ces prématurés la mortalité est très grande. C'est ce qui résulte encore d'un certain nombre d'observations recueillies dans les premiers mois de 1908. Sur 288 prématurés dont 69 de 6 mois et demi à 7 mois, 101 de 7 à 8 mois et 118 de 8 mois à 8 mois et demi, 59 sont morts à la naissance, 62 sont morts dans le service soit un total de 121 décès, et sur les 167 enfants vivants à leur sortie de la maternité, beaucoup ont dû succomber en bas âge.

Si nous examinons encore le rapport qui existe entre le nombre des *avortements* et celui des accouchements à *terme*, nous constatons qu'il est très élevé.

Maternité de Boucicaut

En 1898.	Accouchements à terme.....	457
	Avortements.....	43
Soit 1 avortement pour 10,63 accouchem. à terme		
ou 9,41	— — 100 — —	
En 1906.	Accouchements à terme.....	470
	Avortements.....	132
Soit 1 avortement pour 3,54 accouchem. à terme		
ou 28,08	— — 100 — —	

Maternité de St-Antoine

En 1908.	Accouchements à terme.....	876
	Avortements.....	395
soit 1 Avortement pour 2,22 Accouchements à terme		
ou 45,09 Avortements pour 100 Accouchements à terme.		

En 1909.	Accouchements à terme	1.092
	Avortements.....	381
	soit 1 Avortement pour 2,86 Accouchements à terme.	
	ou 34,89 Avortements pour 100 Accouchements à terme.	
En 1910.	Accouchements à terme	1.200
	Avortements	423
	soit 1 Avortement pour 2,83 Accouchements à terme	
	ou 35,25 Avortements pour 100 Accouchements à terme.	

Ce qui se passait à Boucicaut et à Saint-Antoine, se passait aussi dans les autres maternités parisiennes. Dans sa statistique de 1905, le docteur Doleris publia les résultats obtenus dans ces divers services de 1898 à 1904.

Clinique Baudelocque

Année	Accouchements et Avortements	Accouchements	Avortements	Proportion	0 0
1898	2305	2244	61	2,72	2,64
1899	2505	2436	69	2,83	2,75
1900	2442	2373	69	2,90	2,82
1901	2226	2168	50	2,67	2,60
1902	2013	1919	94	4,69	4,62
1903	2161	2075	86	4,14	3,96

Clinique Tarnier

1898	1381	1345	36	2,6	2,5
1899	1649	1581	68	4,3	3,7
1900	1638	1576	62	3,8	3,7
1901	1738	1679	59	3,5	3,8

Année	Accouchements et Avortements	Accouchements	Avortements	Proportion	O. O
1902	1388	1349	39	2,9	2,88
1903	1555	1501	54	3,5	3,4
1904	1650	1598	52	3,25	3,1

Maternité de Port-Royal

1898	2717	2598	119	4,57	4,37
1899	2646	2522	124	4,91	4,68
1900	2706	2584	122	4,72	4,50
1901	2659	2540	113	4,44	4,25
1902	2864	2757	107	4,02	3,87
1903	2987	2857	130	4,55	4,35
1904	2961	2846	118	4,14	3,98

Maternité de la Pitié

1898	472	341	31	9	8,3
1899	473	444	29	6,5	6,1
1900	513	456	57	12,5	11,1
1901	356	329	27	8,2	7,5
1902	507	471	36	7,6	7,1
1903	479	442	37	8,3	7,7
1904	503	462	41	8,8	8,3

Maternité de la Charité

1898	742	705	37	5,24	4,08
1899	891	840	51	6,07	5,72
1900	831	791	40	5,05	4,81
1901	725	677	48	7,15	6,62
1902	746	667	79	11,84	10,58

Année	Accouchements et Avortements	Accouchements	Avortements	Proportion	O. O
1903	762	670	92	13,73	13,37
1904	683	613	70	11,41	10,02

Maternité de l'Hôtel-Dieu

1898	1287	1184	103	8,69	8
1899	1172	1062	110	10,36	9,38
1900	1192	1080	112	10,37	9,39
1901	1315	1202	113	9,40	8,59
1902	1358	1242	116	9,33	8,54
1903	1348	1204	144	11,96	10,68
1904	1311	1184	127	10,72	9,7

Maternité de Tenon

1898	941	887	54	6,09	5,7
1899	981	915	65	7,09	6,7
1900	1114	1000	114	11,4	10,2
1901	1159	1055	104	9,8	8,9
1902	1079	950	129	13,5	11,9
1903	1116	1018	98	9,6	8,7
1904	1203	1016	187	18,4	15,5

Maternité de Lariboissière

1898	1388	1233	155	12,56	11,16
1899	1636	1428	208	14,55	12,72
1900	1197	1058	139	13,13	11,12
1901	1866	1618	248	15,33	13,28
1902	1548	1274	274	21,15	17,
1903	1584	1276	308	24,13	19,4
1904	1659	1369	290	21,18	17,5

Année	Accouchements et Avortements	Accouchements	Avortements	Proportion	0/0
-------	---------------------------------	---------------	-------------	------------	-----

Maternité de Beaujon

1900	1753	1511	242	16,1	13,80
1901	1770	1365	205	13,09	11,58
1902	1934	1769	225	12,71	11,12
1903	2081	1818	263	14,46	12,63
1904	1961	1627	334	20,67	17,18

Nous remarquons immédiatement que la proportion générale des avortements est peu élevée à Port-Royal. Baudelocque et Tarnier. De 1898 à 1904, elle oscille entre 3 et 4 0/0 sans variations notables. Ce faible pourcentage est dû au recrutement spécial de ces services où les conditions requises pour l'admission excluent les cas nombreux d'hémorragies utérines de cause mal définie.

A la Pitié, à l'Hôtel-Dieu et à la Charité, la proportion ne dépasse pas 10 0/0. Dans deux de ces établissements les chefs de services n'acceptent pas les cas dans lesquels la fausse couche paraît être effectuée et renvoient ces malades dans les service de médecine ou de chirurgie pour des motifs très plausibles comme le nombre restreint de lits destinés aux femmes en couches. Chaque année, en effet, la Pitié fait en moyenne 400 à 500 accouchements, la Charité 600 à 700 accouchements. Dans ce dernier établissement, la proportion s'est néanmoins accrue assez sensiblement.

Elle était en 1898, 1899 et 1900 de 4 à 5 pour 100. Elle est devenue en 1903 et 1904 de 13 et 10 pour 100.

En 7 ans, elle a doublé. Nombreux sont aussi les avortements dans les services de médecine ou de chirurgie. Le docteur Mauclaire dit : « Dans un service de chirurgie dont j'ai eu la charge, sur cinquante femmes environ qui s'y trouvaient, vingt étaient là pour avortement criminel. » Le docteur Siredey a observé dans son service 6 femmes, malades des suites d'avortements provoqués par la même sage-femme.

Un fait est à signaler. Dans la plupart des avortements que nous voyons à l'hôpital, le premier temps est fait avant l'admission de sorte que dans le drame auquel nous assistons, le premier acte s'est joué en ville, le second à la maternité. Le rôle du médecin est donc d'atténuer les risques que des manœuvres criminelles ont fait courir à la vie de la malade et de l'arracher si possible à la mort.

D'après ces constatations, nous pouvons estimer avec le Dr Doléris que plus de 50 0/0 des avortements que nous voyons à l'hôpital, sont des avortements provoqués.

D'après le Dr Boissard, la proportion serait encore plus forte. A Tenon, pendant le dernier trimestre de 1906, 268 entrantes fournissent 60 avortements c'est-à-dire 4,40/0 et la proportion des avortements provoqués par rapport aux fausses couches était de 75 0/0.

Nous serions bien plus au-dessous de la vérité, si à ces manœuvres criminelles nous ajoutions celles qui cau-

sent un trop grand nombre d'accouchements prématurés. Avortements et accouchements prématurés représentent actuellement 40 o/o de la totalité des grossesses. C'est donc comme le dit M. le docteur Doléris « la faillite des institutions d'assistance, la perte des deniers destinés à assurer la natalité, la sécurité des mères et des nouveaux-nés. Nos maternités du XX^e siècle dépensent 40 o/o de leurs crédits à garantir contre les conséquences de leur faute, les femmes qui, précisément, refusent la maternité et se font avorter »

Causes

Il importe de mettre en relief les mobiles qui depuis quelques années ont beaucoup contribué à accroître le nombre des avortements criminels.

Les avortées appartiennent à des milieux différents et obéissent à des mobiles divers.

La jeune fille se fait avorter pour échapper à la misère et au déshonneur. Une fois enceinte, elle est bien vite abandonnée par son amant. Employée, elle est congédiée par ses patrons ; ouvrière, elle se voit forcée de quitter l'atelier. La société ne lui vient pas en aide, sa famille la repousse parfois et comme le dit Zola dans *Fécondité* : « Maintenant elle est à la rue ; pas d'argent, pas de pain, personne pour l'aider et un mioche qui peusse. » Si elle appartient à la classe aisée, sa situation est presque aussi déplorable. Elle se trouve dans cette alternative ou laisser éclater la vérité et rejaillir sur sa famille une faute qu'on a trop de tendance, sur-

tout à la campagne, à exagérer ou faire disparaître les traces de ses amours. La résolution est souvent bien vite prise.

Si la jeune fille mérite souvent des circonstances atténuantes, nous ne devons pas les accorder à la femme de la haute société qui se fait avorter pour ne pas morceller sa fortune, pour ne pas renoncer un seul instant à sa vie de fêtes et de plaisirs, ou pour ne pas porter atteinte à la finesse de ses traits.

Il y a en outre les personnes mariées qui désirent limiter le nombre de leurs enfants pour éviter les charges d'une nombreuse famille. Le nombre qu'elles se sont fixé une fois atteint, toute nouvelle grossesse est interrompue par des manœuvres abortives. Une telle mesure est d'autant plus blâmable, que des parents parviennent à élever une nombreuse famille avec un budget très modeste.

En voici quelques exemples :

Une femme, M. J., entre à la maternité de Saint-Antoine le 1^{er} avril 1911 pour accouchement gemellaire.

Age du père, 38 ans.

Age de la mère, 37 ans.

Age des enfants : 3 filles qui ont respectivement 13, 4 et 2 ans.

4 garçons de 15, 11, 9 et 6 ans.

2 jumeaux.

Tous ont été allaités par la mère. Les enfants de 15 et 13 ans ont été élevés par la mère jusqu'à l'âge de 7 ans, ensuite par les grands parents maternels. Le gar-

gon commence à travailler mais ne rapporte encore rien au ménage ; la jeune fille va à l'école.

Les enfants de 11, 9, 6 et 4 ans vont à l'école du quartier et déjeunent gratuitement à la cantine scolaire.

Le père est palefrenier et gagne 40 fr. par semaine. Pour chaque nouveau-né, la mère reçoit de la mairie une subvention mensuelle de 10 à 20 fr. pendant 11 mois d'allaitement. Le loyer d'une assez vaste pièce sise au rez-de-chaussée est de 9 fr. par semaine. Et c'est avec ce modeste budget que 9 personnes arrivent à vivre à Paris.

Famille G.

Age du père, 37 ans.

Age de la mère, 34 ans.

Age des enfants : 2 filles de 11 et 4 ans ; 4 garçons de 9, 7, 2 ans et de 4 mois. Tous vivent à la maison. Le père est charretier et gagne 225 francs par mois, c'est-à-dire 2700 fr. par an. Le loyer annuel est de 340 fr. Il reste donc au ménage 2360 fr. pour subvenir à tous ses frais de nourriture, vêtements, chauffage, éclairage, etc. La dépense journalière ne peut donc être que de 0.80 par tête.

Ménage L..., composé de 7 personnes.

Age du père, 38 ans.

Age de la mère, 38 ans.

Age des enfants : 3 filles de 8, 6 et 1 ans ; 2 garçons de 10 et 3 ans.

Le père, homme de peine, gagne 30 fr. par semaine soit 1560 fr. par an. La mère s'occupe de son ménage et

les enfants ne gagnent encore rien. Le loyer annuel est de 280 fr. Pour subvenir à toutes les autres dépenses du ménage, il reste 1280 fr. La dépense journalière ne peut donc être que de 0,50 par personne.

Voici un autre exemple rapporté par le docteur Jacques Bertillon et relatif à un instituteur de petite commune, père de 9 enfants.

Age du père, 47 ans.

Age de la mère, 40 ans.

Age des enfants : 6 filles âgées respectivement de 13, 12, 11, 6, 4 et 3 ans.

1 fillette de 4 mois.

2 garçons de 10 et 8 ans.

Tous vivent à la maison à l'exception d'une fille de 11 ans élevée par son grand père. Les revenus s'élèvent à 1700 fr. se décomposant ainsi :

Solde d'instituteur.....	1.500
Retenue pour les pensions civiles.....	75
Reste.....	1.425
Traitement de secrétaire de mairie.....	200
Frais de bureaux de la mairie et autres revenus.....	75
Total.....	1.700

Le loyer fourni par la commune est gratuit mais c'est avec ce maigre budget que cette nombreuse famille doit subvenir à tous ses besoins. Aussi la dépense journalière ne peut être que de 0,42 par tête.

Nous pourrions citer d'autres exemples se rapportant

à des ménages vivant à la campagne. Un gendarme qui avec sa maigre solde a pu élever une famille de 11 enfants.

Des domestiques de ferme qui avec un salaire de 500 à 600 fr. élèvent des familles de 4, 5 et même 8 enfants.

Nous ne devons pas nous exagérer l'importance de ces diverses causes prises en elles-mêmes. La misère des basses classes, la cupidité égoïste de la classe bourgeoise ne sont pas des conditions nouvelles de notre société et ne suffiraient pas à expliquer la progression ascendante du nombre des avortements criminels.

La vulgarisation de l'antisepsie et le profit qu'en savent tirer certains professionnels de l'avortement, a une influence bien plus grande. Une propagande funeste a appris et vanté à beaucoup de femmes les procédés et méthodes « sûres et efficaces de telle ou telle personne habile et réputée dans l'art de supprimer la grossesse ».

Ajoutons à cela l'indifférence de la police, la clémence extrême des jurys et des tribunaux en matière d'avortement criminel. Les poursuites sont très rares et se terminent presque toujours par un non-lieu ou un acquittement.

D'après un rapport du docteur Bertillon voici du reste ce qui s'est passé en 1903 : Sur 512 affaires d'avortement, il n'y eut finalement que 11 condamnations.

481 classées sans suite.

96 suivies d'ordonnance de non-lieu.

2 suivies d'arrêts de non-lieu.

28 jugées contradictoirement.

12 jugées par contumace.

3 accusés furent condamnés à la réclusion, 6 à plus d'un an de prison et 2 à moins d'un an de prison.

La répression n'est jamais plus énergique. Si après beaucoup de difficulté, une instruction judiciaire est ouverte, elle ne donne souvent aucun résultat. Voici deux faits absolument caractéristiques rapportés par le docteur Doléris.

« Un exemple entre autres. Je reçois la visite d'une personne qui vient me mettre au courant de pratiques clandestines. Dans sa commune, aux portes de Paris, une maison retirée abrite des jeunes filles, des femmes entrent un jour et s'en retournent au bout d'une ou deux semaines. Les portes sont closes; pas de concierge. Dans le jardin, on aperçoit des fenêtres voisines des langes en train de sécher. A la nuit une automobile s'arrête, une dame en descend et en repart après quelques heures de séjour. Cela sent l'avortement d'une lieue !

« Avisez le maire, dis-je. — Nous l'avons fait; mais le maire ne veut pas agir sur de simples soupçons. — Prévenez le parquet qui fera surveiller et avisera; au besoin parlez au commissaire de police. — C'est inutile, il faudrait le mettre en présence du flagrant délit. (Au fond, on devine que tout le monde se récusé ou plutôt se défile). »

« Ailleurs on me signale le nom et l'adresse d'une

avorteuse de profession. On sait, on a des preuves suffisantes. On a parlé, presque dénoncé des manœuvres coupables. Et personne ne bouge, ne s'émeut.

C'est en définitive, l'hôpital qui reçoit les victimes, les malades si l'on préfère. Nos services sont devenus *lieu d'asile* ».

Un cas aussi typique est cité par le docteur Bertillon. « Un jour, M. Dron, député-maire de Tourcoing, apprit que la ville abritait 26 avorteuses avérées, dont les ravages étaient visibles, puisqu'en 1898, Tourcoing comptait 2450 naissances et en 1906, 8 ans après, 1675 seulement. M. Dron s'adresse à son commissaire de police, lequel déclare attendre l'avis du Parquet. Celui-ci instruit des détails de l'affaire, répond qu'il est inutile de poursuivre, que le tribunal sera obligé d'acquitter car il n'y a point d'éléments suffisants d'accusation. M. Dron, maire, ayant sur le cœur la centaine de naissances que perd chaque année sa ville, demande à M. Clémenceau, président du Conseil, quelques agents de police pour trouver des preuves. Les agents arrivent à Tourcoing accompagnés d'une femme pour les aider dans leur besogne. Ils l'accomplirent si habilement, qu'ils obtinrent le consentement des 26 avorteuses à l'opération abortive sur cette femme. Au jour dit, la femme se couche sur le fauteuil à spéculum et au moment précis où l'avorteuse avait engagé la moitié de son instrument perforateur dans le vagin, les agents font irruption dans la place et dressent procès-verbal.

L'affaire mise à l'instruction se termina par une or-

donnance de non-lieu. — Pourquoi ? — Il n'était pas démontré que la femme opérée fût enceinte et qu'il y ait eu tentative d'avortement ! »

Avec une justice aussi indulgente, il n'y a pas lieu de s'étonner, si les femmes décidées à se faire avorter trouvent facilement des complices. Il existe à Paris de véritables fabriques d'avortements. Il existe une corporation de matrones qui ont pour spécialité d'exercer une surveillance particulière sur la menstruation de leurs clientes recrutées chez les récidivistes de la galanterie et dans le demi-monde plus ou moins élevé et soigné. La matrone a le calendrier cataménial de chaque cliente. On passe à jour fixe pour rendre la visite mensuelle et s'occuper de la question menstruelle. S'il y a un léger retard dans l'apparition des règles, ces femmes, plus ou moins diplômées n'attendent pas plus longtemps pour pratiquer une injection intra-utérine et répéter au besoin la manœuvre abortive. Cette intervention hâtive risque d'être faite sur des femmes qui ne sont pas enceintes et n'en amène pas moins des conséquences redoutables. Dans une thèse récente, M. Percheval a réuni 16 cas où les manœuvres abortives faites dans de telles conditions, ont entraîné des accidents plus ou moins graves dont six décès.

A côté de ces professionnelles de l'avortement, il faut inscrire la plupart des herboristes qui font commerce d'instruments et de canules destinées aux injections intra-utérines et de substances abortives.

Nous voulons bien croire que beaucoup de sages-

femmes ne font que leur devoir. Mais il en est trop qui profitent de leur diplôme pour tirer la plus grande partie de leurs revenus, de l'avortement et de l'exercice illégal de la médecine.

Quant aux médecins, les fautes d'une infime minorité ne peuvent pas jeter le discrédit sur le corps médical dont la vie tout entière est faite d'honneur, de dévouement et de loyauté.

Ces diverses causes contribuent évidemment à la progression ascendante du nombre des avortements criminels, mais elles ne sont ni les seules ni les plus graves. La véritable cause, la plus importante c'est l'évolution qui s'est faite dans nos mœurs par suite de la campagne en faveur du néo-malthusianisme. Les apôtres de ces idées semblent prêcher contre l'avortement criminel et s'en tenir pour le remplacer avantageusement aux pratiques anti-conceptionnelles. Mais de ces pratiques à la suppression de la grossesse commençante, il y a une pente fatale, irrésistible, vite franchie par les intéressés. Pour ceux-ci les moyens ne sont que secondaires, seul le but importe et s'il y a conception contre leur attente, l'avortement s'impose.

Ce prétendu droit des époux a été préconisé par le littérateur français Chamfort. « A ne consulter que la raison, dit-il, quel est l'homme qui voudrait être père et se préparer tant de soucis pour un long avenir ? Quelle femme, pour une épilepsie de quelques minutes se donnerait une maladie d'une année entière ? »

Vers la même époque, Mathus exposa en Angleterre

ces mêmes doctrines auxquelles son nom est resté attaché. Dans son essai sur le principe de la population paru en 1798, il estimait que le nombre des naissances devait être réduit car « un homme qui naît dans un monde déjà occupé... est réellement de trop sur la terre » ; « au banquet de la Nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui. »

Plus égoïste encore, son compatriote Stuart-Mill conseillait dans ses « Principes d'économie politique » de « porter des peines contre ceux qui auraient des enfants lorsqu'ils sont hors d'état de les nourrir, car, si tout homme a le droit de vivre, personne n'a le droit de mettre au monde des êtres destinés à rester à la charge d'autrui. »

D'après M. Bertillon, ces théories ne tardèrent pas à avoir des défenseurs en France. Sous Louis-Philippe, on a vu des préfets conseiller à leurs administrés de limiter le nombre de leurs enfants. (Allier en 1838, Somme en 1848, etc.).

En 1852, le Conseil municipal de Versailles créait un prix de tempérance de 1000 fr. et prescrivait de tenir compte des autres qualités domestiques du lauréat et notamment *du nombre modéré de ses enfants*.

Depuis cette époque, les idées anti-conceptionnelles et la tendance à légitimer la suppression de la grossesse ont fait terriblement du chemin dans l'opinion et les mœurs. Il est intéressant de montrer comment elles ont pu pénétrer dans les divers milieux sociaux et quels sont

les moyens de propagande qu'ont employés les néomalthusiens.

La publicité faite dans les journaux illustrés, les journaux de modes, les grands quotidiens, et même les journaux hebdomadaires à tirage plus réduit, vante l'efficacité de tels instruments ou de telle méthode pour éviter la conception ou supprimer une grossesse commençante.

En voici quelques exemples ;

Hygiène des dames et des messieurs.

Nouveaux appareils perfectionnés. Catalogue spécial pour l'usage intime. Recommandés envoyé grat. avec par le corps médical

	1 échantillon	0,30
	2 —	0,50
Ecrire rue n°	4 —	1

* *

Rien à avaler.

Toutes les femmes qu'inquiètent arrêts, suppressions ou irrégularités des époques doivent employer cette méthode la seule efficace et sans danger (5^e année).

Se méfier des imitations. Notice gratis sous pli cacheté.

Ecrire... Rue... N°... Tel..

* *

Sage-femme 1^e classe. Cons. 1 à 6 h. Méthode infailible corres. Stéril. Diser.

Rue... N°



Troubles mensuels. Si inquiètes écrivez rue... n°...

En dehors de cette réclame purement commerciale destinée à assurer des avantages pécuniaires à ses auteurs une propagande très active est faite en faveur des idées anti-conceptionnelles et de la légitimité de la suppression de la conception par des néo-mathusiens convaincus. Leurs moyens d'action diffèrent suivant le milieu social auquel ils s'adressent ; ils emploient le roman, le théâtre pour la haute société et la classe moyenne ; les brochures à bon marché, les conférences pour la classe ouvrière.

Nombre d'écrivains de talent, ont abordé le problème malthusien. Bourget, Marcel Prévost, Paul et Victor Margueritte, l'ont effleuré dans bien des chapitres. D'autres lui ont consacré des livres entiers : le Salon de Mme Truphot, l'Affranchie, par Fernand Kolney ; La Grappe, par Maurice Landay, La Graine, par André Couvreur. Le Droit à l'Avortement, par le Dr J. Vidal. De l'Avortement est-ce un crime ? par le Dr Klotz-Forest. Le Droit à l'Avortement. Les deux consciences, Magistrats et Médecins par le Dr Darricarrère. Les Conflits intersexuels et sociaux par le Dr Toulouse où il se montre partisan de la prophylaxie anti-conceptionnelle. Maternité par Brioux où Mme Thomas accusée du meurtre d'Annette explique ainsi son intervention : « en agissant de cette façon, j'ai empêché plus d'un suicide, plus d'un crime ». Même thèse dans le Droit de la Chair, de Geor-

ge Maldague représenté à Paris au théâtre Mévisto le 22 Xbre 1907.

Quant à la propagande par les brochures et les conférences, elle semble placée sous la direction de la ligue de la régénération humaine fondée à Paris le 30 août 1896.

D'après les statuts, ses moyens d'action sont les suivants :

1° Distribution, prêt, vente de feuillets, brochures et livres ;

2° Causeries familiales, conférences ;

3° Consultations données par des praticiens dont les adresses seront fournies aux personnes intéressées.

Ce que sont les brochures prêtées ou vendues, nous pouvons le supposer d'après ces quelques titres :

« Population et prudence procréatrice » dans laquelle on proclame « la grève des ventres ». « Moyens d'éviter les grandes familles » ; rôle du mari, rôle de la femme, rôle prépondérant d'appareils spéciaux ; prix 2 fr. et au-dessus ; pessaires, seringues, canules, etc. Figures anatomiques pour faciliter l'intelligence de la technique.

« Libre amour, libre maternité ».

« La santé de la Femme » un paragraphe sur les moyens d'éviter la grossesse.

« Amour et sécurité ».

En outre, grâce aux sections qu'elle a dans un grand nombre de villes de province, la ligue de la Régénération humaine peut donner des conférences sur tous les points de la France. Pour attirer les auditeurs, elle or-

ganise même des fêtes et envoie des conférenciers éloquents tels que Sébastien Faure, Mlle Nelly Roussel, Mme Jeanne Dubois qui mettent leur talent au service d'une si mauvaise cause. Ces conférences sont de deux sortes : causeries familiales et conférences « démonstratives » avec dessins représentant les organes génitaux des deux sexes et la façon d'utiliser les appareils anti-conceptionnels.

M. le Dr Doléris nous donne des renseignements sur quelques-unes de ces conférences faites à Paris, où on se livre à des démonstrations anatomiques et physiologiques avec projection.

En 1904, des organes génitaux préparés et disséqués, provenant d'un amphithéâtre, furent apportés dans une réunion privée, composée exclusivement de femmes et servirent à expliquer les phénomènes de la fécondation, les pratiques variées utilisables soit pour empêcher la conception, soit pour interrompre la gestation commencée.

En 1905, à proximité de l'hôpital Boucicaut, se tint une réunion de 5 à 600 personnes. Une conférence fut faite par une toute jeune femme sous la présidence d'un éducateur grave, M. X., ancien directeur d'une école mixte. En voici un résumé succinct. Les explications des projections à la lumière électrique étaient données par M. Y...

1^o Projection. — Tableau comparatif de l'année 1901 :

11 ^e Arrondiss., (Courtilles)	16 ^e Arrondiss. (Auteuil)
Prolétaires	Riches
Population 233.697	Population 117.087
Naissances 6.049	Naissances 1.896
Viables 5.636	Viables 1.795
Mort-nés 413	Mort-nés 101
Soit 517 pour 5.000 femm.	Soit 321 pour 5.000 femm.

2^o Projection. — Fécondation de l'ovule :

Formation de l'embryon :

Appareil génital de l'homme ;

Appareil génital de la femme.

D'après ces données les néo-malthusiens divisent les moyens préservatifs de la procréation en :

1^o PHYSIOLOGIQUES. — Ablation des ovaires (dangereux) :

Modification artificielle de l'épithélium utérin (méthode d'X).

Emission extra-vaginale du sperme.

MÉCANIQUES. — Masculins : Condom, vérifier sa solidité, son élasticité ainsi que son étanchéité.

Féminins. — Eponges dites de Chypre (voir chez les herboristes), les imbiber d'acide.

Coton hydrophile sec.

Pessaires spéciaux.

3^o CHIMIQUES. — Projections donnant le dessin de la douche d'Esmark, du pessaire Mensinga, d'un occluseur en soie à houpette d'un occluseur du col, etc.

N. B. Le camarade Z... vrai bienfaiteur de l'humanité se met à la disposition des dames pour faire et démontrer la pose de ces divers appareils.

Il est trop visible que ces leçons, qui prétendent à faire éviter la nécessité de l'avortement criminel, n'ont d'autre résultat que de vulgariser les procédés qui peuvent entraver la natalité par tous les moyens possibles. Si comme moyens préventifs, ils échouent ou sont négligés par les intéressés, ils trouvent naturellement leur application comme moyens abortifs ; la même leçon sert aux deux fins.

En province la propagande est aussi active. Ainsi à Roubaix, un cabaretier a créé une « Ligue de la Régénération humaine » et donne dans son estaminet des fêtes et des réunions périodiques.

A chaque assemblée, il est fait « un cours d'étude pratique sur les divers moyens d'éviter la conception » (sic). La ligue se compose, paraît-il, de deux cents membres dont soixantes (sic) femmes environs (sic).

Si l'ortographe du cabaretier laisse à désirer, ses conférences produisent néanmoins leur effet et à Roubaix le nombre des naissances qui était de 3837 en 1897 ne cessa de décroître et tomba à 2568 en 1906. Malgré de telles conséquences, la propagande peut se continuer, la justice tolère. Mais il ne faut pas que le cabaretier s'avise de passer la frontière car la loi belge est plus sévère.

Deux fois, le 12 février 1906 et le 28 avril 1907, le commissaire de police de Monséron (Belgique) empêcha

une conférence démonstrative anti-conceptionnelle. Le parquet français ne pouvait pas poursuivre, pour les actes de propagande faite en France, et ce n'est que sur la plainte de trois pères de famille de Croix (Nord) que le tribunal de Lille put enfin condamner le cabaretier-conférencier de Roubaix à payer 100 francs de dommages-intérêts à chacun des demandeurs.

Pour mieux continuer son œuvre néfaste, le créateur de la Ligue de la Régénération humaine fonda en 1897 un journal : *Régénération*. D'après le directeur lui-même, au dire du docteur J. Bertillon, la rédaction fut d'abord confiée à « des escrocs, des voleurs des arrivistes ». Plus tard, à côté du rédacteur en chef, lui-même directeur révoqué de l'orphelinat de Cempuis, se trouvent des collaborateurs tels que : Vallina impliqué dans l'attentat dirigé rue de Rivoli contre le Président de la République et le Roi d'Espagne : Matéo Moral, l'auteur avoué de l'attentat dirigé à Madrid contre le même souverain ; Sébastien Faure, l'un des principaux orateurs anarchistes, Liard-Courtois qui se donne le titre de « ex-forçat ».

Les idées chères à ce journal, nous les trouvons dans un article du mois de septembre 1907. « Un fœtus n'est qu'une portion du corps d'une femme ; elle peut donc en disposer à son gré comme de ses cheveux, de ses ongles, de ses excréments ; l'oppression de dirigeants ineptes et malfaisants a seule pu en décider autrement. » Ce sont les articles de ce genre que reproduisent des journaux

de province pour la plupart socialistes et révolutionnaires et vendus aux ouvriers.

Une telle propagande a porté ses fruits et nous ne pouvons pas nous dissimuler les progrès qu'a fait cette idée que la femme est maîtresse de son corps ; qu'ayant incontestablement le droit de souffrir volontairement, de se mutiler, de se suicider même ; comment lui contesterait-on le même droit sur ses organes et par voie de conséquence sur son utérus et son contenu vivant qui lui appartient au même titre que sa propre vie ? Les médecins eux-mêmes n'ont pas échappé à l'évolution de nos mœurs et dans deux consultations générales provoquées par le directeur d'une revue médicale très répandue, ce qui leur donne une importance et une portée incontestables, nous trouvons des documents qui ne laissent aucun doute sur l'état d'âme de certains écrivains parmi lesquels se trouvent des médecins.

Dans la Chronique Médicale du 1^{er} novembre 1904, le docteur Klotz-Forest soulevait le problème de « la légitimité de la prophylaxie anti-conceptionnelle ». Il s'efforçait, dans un exposé historique de la question, de justifier « toutes les mesures préventives employées pour éviter la grossesse, chaque fois que cette grossesse mettait la vie ou la santé de la femme en péril ; chaque fois que par suite d'une tare héréditaire des parents, le produit de la conception était presque fatalement menacé de dégénérescence ; ou que la misère, « la pire des maladies », vouait des êtres innocents à une existence lamentable, précaire et douloureuse ». Les questions

posées aux lecteurs étaient les suivantes :

1° Admettez-vous ou rejetez-vous la prophylaxie anti-conceptionnelle ?

2° Si vous l'admettez en principe, limitez-vous son application aux cas médicaux ; ou au contraire, pensez-vous que des raisons sociales ou simplement individuelles puissent la justifier ?

3° Dans le cas où vous n'en seriez pas partisan, nous vous serions reconnaissants de formuler les motifs qui vous la font rejeter.

Les lecteurs élargirent le débat et c'est tout le problème si passionnant, de la procréation volontaire, de sa légitimité, de ses indications qui a été discuté. Dans ce référendum, la prophylaxie anti-conceptionnelle eut plus d'adversaires que de partisans, mais il n'en est pas moins vrai que ces derniers défendent leur opinion avec beaucoup d'ardeur.

*
* *

Oui j'admets la prophylaxie anti-conceptionnelle. Je la limite cependant aux cas médicaux (y compris les raisons *individuelles*) si la grossesse peut exposer une femme à la mort.

Dr BERNARD (de Cannes).

*
* *

Je déclare donc que ces mesures préventives (prophylaxie anti-conceptionnelle) semblent absolument légitimes et nécessaires, chaque fois, comme le dit Klotz-

Forest, que la « grossesse mettra la vie ou la santé de la femme en péril : chaque fois que par suite d'une tare héréditaire des parents, le produit de conception sera presque totalement frappé de dégénérescence. »

Au sujet de la dernière proposition : « chaque fois que la misère, *la pire des maladies*, vouerait des innocents à une existence lamentable, précaire, douloureuse », deux points de vue sont à envisager. Au point de vue mondial « oui, partout il faut la limitation de la natalité ». Au point de vue français « la diminution de la natalité constitue un tel péril pour l'avenir et pour le présent même de notre nation, de notre race, que certainement et au plus tôt il faut y remédier s'il en est temps encore. Il faut que l'on remplace par la qualité du produit la quantité qui autrefois constituait une sorte d'assurance en faveur de la vie, de la santé, de la perpétuité de la famille ».

Dr CAZALIS.

* * *

J'admets entièrement la prophylaxie anti-conceptionnelle.

Elle est un *droit* absolu pour tout individu dans n'importe quelle circonstance.

Elle est un *devoir* non moins absolu, toutes les fois que la conception, par son produit, doit créer de la souffrance ou bien retarder l'évolution de l'humanité.

JOANNY ROUX.

Médecin des hôpitaux de Saint-Etienne.

* *

1^{re}. Oui, j'admets la prophylaxie anti-conceptionnelle.
2^e. Non, je ne la limite pas aux cas médicaux ; je la généralise ! Il y a trop, beaucoup trop d'enfants malheureux. Les riches trouvent le moyen de n'en pas avoir, grâce à la prophylaxie anti-conceptionnelle et aux avorteuses. J'estime qu'il ne serait que juste que les malheureux cessent de crever de faim, par suite de l'accroissement continuuel de leur famille, et il ne serait que juste aussi qu'ils puissent satisfaire leurs désirs sans la crainte continuelle du gosse ! Il est grotesque de parler de défense nationale dans ces questions d'enfants, car il est certain que le jour où on trouvera le moyen de rendre les femmes stériles à volonté et temporairement, il est à croire que les Allemandes, Anglaises ou Japonaises en useront aussi bien que les Françaises, en sorte que l'équilibre se rétablira naturellement. Peut-être aussi que le jour où il n'y aura que juste les bras nécessaires au développement intime des nations, on ne gaspillera plus les vies humaines en guerres monstrueuses pour notre siècle.

D^r L. ACHARD,

Médecin chef de l'Hôpital-Civil et Juge de Paix

Suppléant à Aïn-Thémorchent (Algérie).

* *

J'approuve sans restriction les idées de M. Klotz-Forest sur la prophylaxie anti-conceptionnelle. Après avoir lu son historique lumineux et précis, courageux et

humain, de cette question palpitante tous les esprits affranchis sauront reconnaître à la femme, cette éternelle opprimée, le libre gouvernement de sa fonction physiologique la plus intime, c'est à-dire la première, à mon sens, et la plus essentielle des libertés.

Je suis partisan, *en principe*, de ce que j'appellerai la *liberté de conception* entre les sexes, et je la considère comme un droit naturel.

D^r E. CALLEMAND, (de Saint-Mandé).

*
* * *

J'admets la prophylaxie anti-conceptionnelle.

Loin de limiter son application aux cas médicaux, je désirerais la voir pratiquer par les conjoints non tarés, dont la misère « la pire des maladies » expose les enfants nés de leur union sexuelle, à la pauvreté, à des souffrances physiques et morales.

Toute question de sentimentalisme, paternel ou maternel, mise à part, je la trouve légitime encore et des plus indiquées chez les travailleurs (manuels ou intellectuels) dont la gêne risque d'être augmentée par la venue de plusieurs ou même d'un seul enfant.

En résumé, à mon avis, la stérilité volontaire est souvent un acte de primordiale honnêteté (maladies, tarés, misère à ne pas transmettre) ; parfois un acte de prudence économique. Toujours elle est un droit. Jamais je ne saurais la qualifier de malhonnête.

D^r J. DANICARRÈRE.

*ex-Médecin-Major, auteur du livre sur
la campagne de Madagascar : « Au pays de la Fièvre »*

. * .

Je considère la prophylaxie anti-conceptionnelle comme légitime, non seulement dans les cas médicaux, mais encore dans certaines circonstances sociales ou individuelles. La dépopulation relative qui pourrait en résulter, préjudiciable peut-être au point de vue militaire, serait, je crois, un avantage au point de vue social, étant donnée la pléthore qui règne actuellement dans toutes les branches de l'activité humaine.

Dr PAUL DENIS (Bruxelles).

. * .

Je suis partisan résolu de la prophylaxie anti-conceptionnelle. Je suis partisan résolu de tout ce qui peut assurer contre des grossesses répétées et hasardeuses la légitime défense de la femme obéissant aux scrupules respectables de sa santé ou de sa condition.

Mon enseignement prophylactique sera toujours plus moral et moins dangereux pour elle que les conseils et les pratiques de l'avorteuse.

LUCIEN DESCAVES.

. * .

Si l'homme considère comme un droit la recherche du bonheur, c'est au *bonheur intégral* qu'il peut aspirer et ainsi à sa raison d'être appliquée, la prophylaxie anti-conceptionnelle, quelle que soit la douleur qu'elle permette d'éviter.

Demandons à tous de se rappeler que c'est la femme qui joue le rôle primordial dans la procréation et que

c'est elle qui doit décider, en toute connaissance de cause de l'usage à faire de ses propres forces.

JEANNE DUBOIS.

*
* *

L'acte de la procréation est l'acte le plus important de la vie humaine. Il doit être accompli dans la plénitude de la conscience. J'estime qu'il serait d'une haute civilisation d'inculquer aux jeunes gens arrivés à l'âge de la nubilité que s'ils ont droit de sacrifier à Vénus, ils ont le devoir de ne pas mettre au monde des malheureux dont ils ne peuvent assumer la charge.

Je vais jusqu'à admettre l'enseignement anti-conceptionnel. Donc j'estime que l'avortement devrait être autorisé comme toute autre opération chirurgicale ; j'estime que le médecin a le *droit* et le *devoir* d'initier tous ceux qui le lui demandent aux mesures de prophylaxie anti-conceptionnelles.

D^r FÉRAUD (de Philippeville)

*
* *

1^{er} Non seulement j'admets la prophylaxie anti-conceptionnelle, mais j'estime qu'elle devrait être enseignée à cours publics. Le pullulement des hommes est un fléau, auprès duquel le choléra ou la tuberculose endémiques apparaissent comme bénins. La prophylaxie anti-conceptionnelle créera la société meilleure et fera la révolution sociale, de façon pacifique.

2^e Le fait de donner la vie est, à mon sens, l'acte le

plus grave qui se puisse commettre. Il n'y a donc pas lieu de limiter la prophylaxie aux cas médicaux mais bien d'en faire bénéficier toute femme qui, pour des raisons morales, philosophiques ou matérielles, déclare au praticien qu'elle n'a point le droit de créer et sollicite son intervention.

FERNAND KOLNEY,

Auteur du roman « le Salon de Mme Truphot ».

*
* *

Voici en quelques mots, ma réponse à votre fort intéressant article :

1^o J'admets la prophylaxie anti-conceptionnelle ;

2^o Elle se justifie surtout par des raisons sociales et quelquefois individuelles.

Professeur LACASSAGNE.

*
* *

ODETTE LAGUERRE, rédactrice à la *Fronde*, MAURICE LANDAY, auteur de la *Grappe* « approuvent entièrement » la prophylaxie anti-conceptionnelle.

*
* *

Il n'y a rien de moins « moral » que de féconder *volontairement* une femme *sans son consentement formel*. Il n'y a rien de moins « moral » que de jeter au hasard dans le monde une foule d'êtres qui n'étaient ni désirés, ni désirables et qui ne réunissent point les conditions nécessaires pour vivre utiles et heureux.

Nous les femmes affranchies des préjugés ancestraux

qui nous refusons à voir dans l'amour une souillure et dans la souffrance une nécessité... nous prétendons disposer librement de nos flancs, *qui nous appartiennent* ; n'être mères *qu'à notre gré* en choisissant *nous-mêmes* le moment opportun, sans qu'aucune considération religieuse ou patriotique, vienne influencer sur notre décision, sans que *personne* ait à examiner les raisons qui nous font craindre ou désirer la conception.

La liberté de la maternité nous apparaît comme la liberté primordiale, sans laquelle toutes les autres ne seront jamais qu'un leurre. Et nous attendons des savants vraiment dignes de ce nom, vraiment conscients de leur rôle magnifique, qu'ils nous enseignent les moyens d'assurer cette liberté.

NELLY ROUSSEL.

* * *

M^{me} SEVERINE admet la prophylaxie anti-conceptionnelle, elle a même très nettement affirmé *le droit à l'avortement* pour des raisons sociales ou individuelles.

« L'avortement ! Je voudrais bien qu'on me dise d'abord, où et quand il commence ? L'homme qui se gare des suites d'une rencontre, la femme qui préserve immédiatement ses échéances futures, sont-ils des avorteurs ? En bonne logique, la loi devrait dire oui... Mais à ce compte, les collèges, les pensions, les casernes, les couvents, les navires, toutes les agglomérations d'adolescents, d'hommes, de femmes, où les sexes isolés s'appellent et s'illusionnent, sont des fabriques d'avortements.

Et à quel moment est-il légal l'avortement ? A quel moment ne l'est-il pas ? L'Eglise est logique, au moins, dans ses interdictions, dans ses défenses, mais le Code... ah ! le blagueur !

Voyez-vous, l'avortement est un malheur, une fatalité, — pas un crime. La législation n'a pas le droit de punir ce qui est son œuvre, son œuvre à elle seule.

Tant qu'il y aura, de par le monde, des bâtards et des affamés, le drapeau de Malthus — le drapeau taché de sang des infanticides avant la lettre — flottera sur ce troupeau d'amazones rebelles qui, forcées par nos lois de tenir leurs seins arides, ont droit de garder leurs flancs inféconds ! »)

* * *

La prophylaxie anti-conceptionnelle est un droit de la femme, qui doit rester libre, même étant mariée, d'être ou de ne pas être mère. La prophylaxie anti-conceptionnelle est à conseiller : 1^o lorsque la « graine » est mauvaise ; 2^o lorsque la santé de la mère est menacée par la grossesse ; 3^o lorsque la misère attend l'enfant.

D^r SICARD DE PLANZOLES.

En février 1909, nouveau referendum dans la Chronique médicale. Il ne s'agit plus de la prophylaxie anti-conceptionnelle, mais de l'avortement provoqué. Le nombre des médecins favorables à la liberté de l'avortement est infiniment moindre que celui des médecins

qui le réprouvent. Cependant les citations suivantes valent surtout par la qualité professionnelle des écrivains auxquels elles sont empruntées.

Il nous semble hors de doute qu'entre les partisans de l'abrogation de l'article 317 et ceux qui voudraient en voir accroître la sévérité, le bon sens appartient à ceux qui pensent que tant que les mœurs ne se seront pas modifiées, que la jeune fille sera chassée de sa famille, que l'Etat et les patrons chasseront leurs employées victimes de l'amour, il faudra que la loi se montre sinon aveugle, du moins tolérante à l'endroit des malheureuses qui n'avaient de choix qu'entre le suicide, la prostitution ou le crime.

* *

Le Dr MOREL (de Lorient) admet l'avortement en cas de viol « Je crois que lorsqu'une femme a eu le malheur de subir une violence de la part d'un criminel, il est au moins inutile que la loi lui en impose une bien plus grande encore : celle d'obliger à faire vivre le produit du crime, à l'élever et à encombrer peut-être encore la société d'un criminel de plus. Qu'on la laisse libre d'effacer le cauchemar avant qu'elle l'ait senti prendre corps et remuer dans son sein.

* *

Le droit à l'avortement existe, incontestable dans certains cas. Je le réclame pour toute fille-mère qui désire interrompre une grossesse à ses débuts.

Les médecins qui prêchent le droit à l'avortement,

(d'une façon raisonnée) ne sont ni des excentriques, ni des paradoxaux ; ce sont des humanitaires.

D^r ROBLET (de Charenton).

*
* *

Je crois utile de laisser aux médecins une liberté d'action telle qu'elle existe, ni plus, ni moins, pour toutes les opérations chirurgicales considérées en elles-mêmes et en leurs conséquences. Non seulement tolérer, mais préconiser l'avortement en tant qu'il apparaît comme agent de sélection au profit de la race.

D^r DE VALFÈRE.

*
* *

Il est acquis que l'avortement provoqué dans des conditions parfaitement déterminées par les médecins reconnaissant une indication formelle, n'est pas un crime ni un acte dirigé contre la morale ou contre la société.

Responsables uniquement des fautes commises dans l'exercice de leur profession, on doit les laisser, toujours et partout, agir selon leur conscience.

D^r FAILLE (de Fismes)

*
* *

J'en suis arrivé à considérer l'avortement dans les premières semaines comme n'étant pas plus coupable que les diverses pratiques du malthusianisme moderne. Si je ne le pratique pas, c'est uniquement parce que je respecte la loi tant qu'elle existe ; mais je suis absolu-

ment convaincu qu'il faut modifier la loi. Je suis donc partisan de l'abrogation complète de l'article 317 ou similaire dans d'autres pays.

Dr E. LARDY (Genève).

*
*
*

La loi, la morale condamnent l'avortement, la science, la raison le préconisent parfois, l'absolvent toujours.

Ne vous étonnez pas quand vous verrez tel défenseur de la morale pratiquer lui-même l'avortement quand il se sentira pressé par les circonstances. Aux prises avec ces nécessités, la raison théorique succombe et la raison pratique reprend ses droits.

Dr L. LEFÈVRE (Bruxelles).

*
*
*

Voici maintenant l'opinion d'un philosophe de l'école pessimiste, on pourrait aussi bien dire nihiliste.

Je trouve si terrible la responsabilité de jeter dans le monde, à travers la lutte féroce de l'humanité, la chair à souffrir, avec un cerveau pour penser, un cœur pour battre à tout ce qui est détresse et déboires que je me demande : « Le crime n'est-il pas de l'amener au monde, l'enfant qui bat dans vos flancs ? »

« Ni créer ni détruire » c'est ma devise... Moins il y aura de bipèdes sur la terre, plus ils auront de chances de s'en tirer. Qu'il y en ait donc de moins en moins et que l'on institue des prix pour tous ceux qui n'ont point d'enfants.

GEORGES MALDAGNE.

* *

C'est ensuite un docteur en droit M. TAREOURIECH qui s'intitule professeur au Collège des sciences sociales et qui réclame l'abrogation de l'article 317 édicté contre les manœuvres abortives « L'avortement ne devrait être pratiqué que par des médecins et chirurgiens ; il serait à souhaiter qu'il ne pût l'être que dans des cliniques spéciales ; qu'il fut interdit aux sages femmes... que l'interdiction des drogues abortives soit maintenue, etc... Il doit être bien entendu que la femme enceinte seule a le droit de décider de son avortement ».

* *

Je ne suis pas féministe quand les femmes demandent le droit de voter, mais comme je le serais, si elles demandaient le droit d'avorter, le droit de disposer de leur chair comme elles l'entendent, le droit de se faire extirper un fœtus comme on se fait extirper un polype ! L'embryon qui nage dans le ventre de la mère lui appartient comme ses entrailles même ; il fait partie de son corps. Ou elle est esclave, ou il faut lui en reconnaître la libre disposition.

A quel moment la maternité commence-t-elle ? Est-ce quand le paquet rouge est entré le monde ?

Elle commence plutôt. Elle commence au moment même où, expulsé de gré ou de force, le fœtus est viable. Avant cela il n'y a point maternité ; il y a un morceau de chair enkysté dans la matrice. La maternité

commence au moment précis où il y a deux vies. Tant qu'il n'y a qu'une vie, il n'y a qu'une femelle, il n'y a point de mère.

Si l'avortement est un crime, ce que je n'admets pas, c'est un crime tout à la charge des mâles de la société.

Il est certain que les Grecs et les Romains pratiquaient l'avortement : c'était pour eux une branche de la médecine. Chez les Musulmans, chez presque tous les Asiatiques, l'avortement est une opération simple, licite et parfois obligatoire.

RÉMY DE GOURMONT.

*
* *

Rien ne saurait arrêter la femme qui *veut* avorter. (Cette volonté étant, du reste, basée très souvent sur des considérations éminemment sérieuses.) J'estime que la seule façon de rendre l'avortement presque inoffensif, c'est d'autoriser la personne compétente — en l'espèce, le médecin — à la pratiquer ouvertement. »

Il paraît donc préférable d'abroger l'article 317, en confiant au médecin le soin de faire avorter les femmes à ce décidées, permettra d'éviter toute complication dangereuse pour leur santé.

Dr TARDIEU (Médéah)

*
* *

Peut-on équitablement, imposer à une femme de continuer sa grossesse contre sa volonté, qu'elle ait été fécondée par surprise, par entraînement ou avec son complet acquiescement ?

Dans toutes les circonstances, l'individu est libre de son corps et de ses actes et n'est tenu que de remplir ses obligations. Ici, la femme s'est-elle obligée ? et envers qui ? envers la société ? Mais on ne retrouve nulle part dans l'acte initial les éléments d'une obligation délibérée et consentie par la femme envers l'Etat. Et qu'elle serait d'ailleurs l'obligation réciproque de l'Etat, deuxième contractant ? Au pis aller, les ruptures de contrat relèvent de sanctions pécuniaires, mais ne constituent pas un crime puni par des peines.

De ce point de vue, donc, la défense de l'avortement est une mesure d'exception qui doit forcément disparaître dans une société plus équitable.

Reste la question de l'enfant.

Prenons le cas de l'enfant de huit mois, que sa mère expulse par manœuvres abortives avant terme. L'enfant meurt. Y a-t-il eu crime ? Et si oui, à quel moment ?

Est-ce à six mois, à cinq mois, à trois mois, que le nouvel être pourra être considéré comme tué ? Au point de vue de la vie, ce nouvel être la possède à l'instant de la fécondation de l'œuf. Mais ne serait-ce pas abusif de dire qu'au moment des premières segmentations de cet œuf, il y a crime contre un individu ? Et alors la limite ne peut être précisée, parce que la femme est incapable de la connaître. D'autre part cet enfant est son fruit, dépend étroitement d'elle, puise dans elle sa nourriture. Ce n'est pas un *individu*. Il ne le devient qu'au moment où il naît. C'est à cet instant que rationnellement un attentat contre lui peut être tenu pour crime.

A la lumière de ces idées, l'avorteur — quand le fait ne constituerait plus un crime contre la femme — ne serait passible que des sanctions visant les blessures volontaires ayant occasionné la mort sans l'intention de la donner, au cas où il aurait causé la mort de la mère ; et toujours l'exercice illégal de la médecine.

Voilà le but rationnel de l'évolution juridique en matière d'avortement. Tout ce qui se rapprochera de ce but sera donc à proportion logique et équitable.

D^r TOULOUSE.

*
* *

L'évolution de nos mœurs, voilà la principale cause de la pratique croissante de l'avortement provoqué. Inutile d'en chercher d'autres, quand on voit des écrivains et de médecins notables subir cette influence et ne pas craindre de signer leur opinion, surtout si l'on se rend compte que la plupart de ceux qui pensent de même ont préféré ne pas émettre leur avis.

Conséquences

De la pratique des manœuvres abortives résultent pour la mère de graves dangers : la maladie et la mort.

Que la femme essaie d'interrompre elle-même sa grossesse, ou qu'elle s'adresse à un opérateur tout à fait incompetent, elle s'expose à des traumatismes qui nécessitent souvent une opération d'urgence.

D'autre part, l'antisepsie est absolument négligée ou tout à fait insuffisante, de sorte que l'infection est la règle.

C'est encore l'infection qui la guette, si elle s'adresse à une « faiseuse d'ange ». Celle-ci songe avant tout à se mettre à l'abri des indiscretions de la patiente et de l'intervention de la police. Les instruments employés sont les moins compromettants possible, et les soins antiseptiques pré-opératoires sont presque nuls. Aussi la désinfection s'impose souvent, même si à son arrivée à l'hôpital la malade ne présente pas de symptômes d'une infection grave. C'est ce qui se produit pour les avortements terminés à la salle de travail.

Ainsi en 1908, pour 287 avortements il est fait 163 curettages, soit un curettage pour 1,76 avortements.

En 1909, pour 266 avortements, il est fait 165 curettages, soit 1 curettage pour 1,6 avortement.

Mais quand l'avortement est dû à des manœuvres criminelles, l'infection est si fréquente, *qu'à priori*, la désinfection chirurgicale des organes s'impose en principe et d'urgence dès que le médecin est en état de la pratiquer. Nous pouvons citer quelques séries d'avortements provoqués et avoués. Toujours le curettage a été nécessaire et la guérison de la malade a été plus ou moins longue à obtenir suivant la gravité de l'infection.

Voici quelques cas recueillis à la maternité de Saint-Antoine durant l'année 1908.

D... II P. 24 ans, entre à l'hôpital le 25 février, pour un avortement de 4 mois, provoqué par une injection intra-utérine. Température 38°4.

Curettage, quinine, glace sur le ventre, injections intra utérines quotidiennes.

La malade sort sur sa demande avec un utérus un peu gros, indolore et une légère annexité droite.

V..., 27 ans, a eu 4 grossesses normales en 5 ans et a fait 3 avortements volontaires de 1 mois en l'espace de 18 mois.

La malade entre le 16 mars à 10 h. du soir pour un avortement de 1 mois et demi provoqué chez elle par des injections intra-utérines répétées avec de l'eau additionnée d'eau sédative.

A l'entrée, température 36° 5 ; pouls 140. La malade a eu d'abondantes hémorragies durant l'après-midi.

Injection immédiate de 500 gr. de sérum et de 3 cmc. d'huile camphrée.

A 11 h. injection de 0,20 de caféine.

Le 17 mars, à 1 h. du matin, nouvelle injection de 300 gr. de sérum.

La malade a des syncopes passagères et des vomissements répétés.

A 2 h. pouls 100 ; à 6 h. pouls 122 ; à 7 h. température 38° 4.

Un curettage ramène de nombreux débris placentaires.

La malade sort en bon état le 28 mars.

B., 34 ans, a eu 2 grossesses à terme et 1 avortement provoqué il y a 6 mois. Elle entre pour un avortement de 2 mois 1/2.

Curage digital, curettage, écouvillonnage, pansement iodoformé et créosoté.

La malade a provoqué elle-même son avortement avec une laminaire.

Elle sort guérie le 21 avril.

M., II P. 23 ans, entre le 14 avril, pour un avortement de 3 mois, provoqué le 25 mars, par une injection intra-utérine.

A l'entrée, température 38°2.

Curettage ramène un embryon putréfié.

La malade sort en bon état le 21 avril.

D., IV P., 26 ans, entre le 25 juin pour un avortement de 2 mois provoqué par une injection intra-utérine.

A l'entrée : température 40°.

Curettage, injections intra-utérines.

La malade part guérie le 4 juillet.

L., II P. 17 ans, entre le 6 août pour un avortement de 2 mois provoqué par l'absorption d'infusions d'absinthe. Température 39°2.

Curettage, injections intra-utérines.

Sort guérie le 20 août.

R. entre le 10 août pour un avortement de 2 mois provoqué par une injection intra-utérine d'un mélange de lait et d'huile.

A l'entrée, température 39°8.

Curettage, injections intra-utérines quotidiennes. La température se maintient à 39°. La malade part sur sa demande le 17 août avec une grosse masse à gauche, l'utérus dévié à droite et une température de 39°.

P...., II P. 23 ans, entre le 13 octobre pour un avortement de 2 mois 1/2 provoqué par une injection intra-utérine.

A l'entrée, température 39°8.

Curettage ramène débris placentaires.

La malade sort en bon état le 22 octobre.

B...., V P., 32 ans, entre le 17 octobre pour un avortement de 1 mois 1/2 provoqué par l'absorption de tisanes.

A l'entrée, température 39°8.

Curettage, injections intra-utérines.

La malade sort dans un état satisfaisant le 29 octobre.

J...., 27 ans entre le 21 octobre pour un avortement de 4 mois provoqué par une injection intra-utérine.

A l'entrée : température 38°9. L'expulsion du fœtus est accélérée au moyen d'un ballon, La température oscille entre 37° et 38°. Le 29 octobre la température est de 38°4 et apparaissent les symptômes d'une phlébite double. Pendant une dizaine de jours la température se maintient à 38° et devient ensuite à la normale jusqu'au 17 novembre. Nouvelle élévation à 38° et 38°2 jusqu'au 10 décembre et revient à la normale.

La malade sort en bon état le 17 décembre.

G...., III P., entre le 25 octobre pour un avortement de 2 mois 1/2 provoqué par une injection intra-utérine.

A l'entrée, température 40°

Curettage ramène de nombreux débris placentaires. Injections intra-utérines, glycérine créosotée.

La malade sort guérie le 2 novembre.

D...., II P 21 ans, entre le 4 novembre pour un avortement de 2 mois provoqué par l'introduction d'une canule dans l'utérus.

A l'entrée : température 38°8.

Curettage ramène petits débris placentaires,

La malade sort sur sa demande le 9 novembre dans un état assez satisfaisant.

S..., I P entre le 6 novembre pour un avortement de deux mois provoqué par une injection intra-utérine.

A l'entrée, température 38°.

Curettage ramène de nombreux débris placentaires. Sort guérie le 29 novembre.

C..., II P, 23 ans, entre le 22 décembre pour un avortement de 3 mois provoqué par une injection intra-utérine.

A l'entrée, température 38°4. Pouls 120.

Curettage ramène des débris de fœtus macéré et le placenta.

Injections intra-utérines, tamponnement à la gaze iodoformée imbibée de glycérine créosotée à 1 p. 100.

La malade sort en bon état le 29 décembre.

Voici encore quelques cas relevés durant l'année 1910 :

P..., 18 ans, entre à l'hôpital pour un avortement de 2 mois, consécutif à une injection intra-utérine.

A l'entrée, température 39° ; pouls 98.

Curettage ramène des débris placentaires.

La malade est guérie en 8 jours.

I...., IV P., 36 ans, entre pour un avortement de 2 mois provoqué par une injection intra-utérine.

A l'entrée : température 39° 5 ; pouls incomptable.

Curettage, sérum artificiel.

Guérison en 8 jours.

F.... entre pour un avortement de 4 mois 1/2, provoqué par l'introduction d'une canule dans l'utérus.

Sérum artificiel, colpotomie.

La malade sort dans un état satisfaisant.

M...., IV P., 36 ans, entre pour un avortement de 2 mois, consécutif à une injection intra-utérine.

Curettage ramène des débris très fétides.

Sérum de Roux, sérum artificiel, colpotomie.

La malade sort en bon état.

Parmi ces malades, les unes ont quitté l'hôpital dans un état plus ou moins satisfaisant, d'autres sont vouées à une capacité de travail prolongée, d'autres à des infirmités de toute la vie. Cependant des soins empressés ont pu les arracher à la mort. Mais chez un trop grand nombre, la gravité des lésions et l'intensité de l'infection rendent tout traitement inutile, et la femme meurt. Nous arrivons ainsi à cette constatation que si la mortalité est presque nulle dans les accouchements normaux à terme, beaucoup d'avortements criminels sont suivis de mort. Voici du reste, à ce sujet quelques séries éloquentes. En 1904, à très court intervalle, 4 femmes succombent à la maternité de Boucicaut que dirigeait M. le docteur Doléris.

V....., avortement de 2 mois provoqué en ville. La malade arrive à l'hôpital le troisième jour. Température, 40°8 ; pouls, 140 : état typhoïde, langue sèche, diarrhée fétide. La malade meurt le dixième jour. On trouve à l'autopsie une perforation de 4 cm. 1/2 sur la face postérieure de l'utérus.

Z....., avortement de 6 semaines effectué en ville. Malade amenée cinq jours après. Température, 40°2. Ablation des débris placentaires putrides. Par la suite, la température monte à 41°2. Mort le quatrième jour.

L....., est amenée exangue à l'hôpital, par suite d'un avortement incomplet effectué en ville depuis 8 jours. La température est de 36°, le pouls 132. Mort 8 jours après l'entrée dans le service et malgré des soins immédiats.

E....., 28 ans, avortement provoqué. Il y a eu aussi injection de substances toxiques d'après l'aveu de la malade. Rétention de placenta, infection. A son arrivée, la malade a 40° de température avec un pouls petit et fréquent et un état typhoïde marqué. Elle meurt le 4^e jour après avoir présenté de l'ictère généralisé, des hémorragies multiples, de l'endocardite. On trouve

du streptocoque dans le sang à la période aganique.

En 1905, il y a encore une série de 4 nouveaux cas de mort.

D. Avortement de 2 mois et demi provoqué en ville. Expulsion du fœtus avant l'entrée qui a lieu le 3 mai au soir avec 39° 6 de température et une péritonite généralisée. La mort survint 3 jours après.

B. Péritonite généralisée datant de 8 jours, consécutive à un avortement provoqué de 4 mois. Elle meurt, dès son entrée, comme on la met sur la table d'opération pour extraire le placenta putréfié. A l'entrée, température 37° 4 ; pouls 140.

J. Cas de perforation utérine provoquée par des manœuvres. Mort rapide.

V. Avortement de 3 mois. Mort au bout de quelques heures après l'entrée. A l'autopsie on trouve une perforation utérine allant jusqu'à la séreuse inclusivement. Il existe une perte de substance taillée comme à l'emporte-pièce à bords irréguliers et surélevés, comme si plusieurs tentatives avaient été faites et par périodes successives.

En 1908, à la suite de manœuvres abortives, plusieurs décès ont été constatés à la maternité de Saint-Antoine.

L., 19 ans. Avortement de 4 mois provoqué par une injection intra-utérine. Entrée le 2 janvier, expulsion du fœtus peu de temps après. Décès le 15 janvier dû à une pneumonie droite.

M. Avortement de 2 mois provoqué le 10 janvier par l'introduction d'une canule dans l'utérus. La malade entre à la Maternité le 1^{er} mars avec une température de 40° et une faiblesse très grande due à de multiples hémorragies. Un curettage immédiat ramène une assez grande quantité de débris placentaires d'odeur infecte. La température oscille entre 40° et 39° 4 jusqu'au décès qui survient le 5 mars.

L. Avortement provoqué par l'absorption d'une poudre jaune. Entrée le 2 juillet, température 38° 2. Curettage ramène tout le placenta putréfié. Après une amélioration passagère, son état

s'aggrave ; la température s'élève à 41° pendant une dizaine de jours, et la malade meurt le 6 août.

F. Avortement de 4 mois consécutif à l'introduction d'une longue canule en gomme dans l'utérus. A l'entrée, température 36°, pouls 120, petit, filant. Etat général très mauvais. Les urines sanglantes deviennent très foncées et sentent mauvais. La malade meurt le 14 novembre.

En 1910, les avortements criminels amènent de nombreux décès.

F. Avortement de 4 mois provoqué par la femme en s'introduisant dans l'utérus une canule bouillie. Entrée le 3 février, contracture et ballonnement de l'abdomen. Curettage ramène de nombreux débris placentaires. Décès le 14 février, malgré des soins immédiats.

V. Avortement dû à une intoxication par des infusions d'armoïse. A son entrée le 15 mars, la malade est dans un état très mauvais : nez, mains et pieds très cyanosés, gencives saignantes, conjonctives bleuâtres, col gros, violacé, utérus très dur. Curettage ramène quelques débris placentaires et provoque une hémorragie peu abondante couleur de pruneaux. Décès quelques heures après l'entrée.

N. Avortement provoqué de 2 mois. Entrée le 12 avril. Température 40°4. Curettage ramène nombreux débris placentaires. Décès le 17 mai de péritonite et de phlébite.

R. Avortement de 2 mois provoqué le 31 juillet par une injection intra-utérine. Entrée le 4 août avec dissociation du pouls et de la température, tympanisme sus ombilical, diarrhée, faciès péritonéal. Malgré tous les soins, la malade meurt le 7 août de péritonite.

L. Avortement de 1 mois provoqué par une injection intra-utérine au moyen d'une canule en os. Entrée le 15 août, utérus d'aspect gangreneux ne saigne pas. Curettage ramène de nombreux débris très fétides. Décès dans la journée, de péritonite.

X..... Avortement de 4 mois $1/2$, provoqué le 23 octobre. Entrée le 30 octobre avec une température de 40° . Décès le 10 novembre.

D..... Avortement provoqué de 3 mois. Entrée le 19 octobre avec température 38° , pouls incomptable. Décès peu après d'infection puerpérale. Pour provoquer son avortement, la malade a pris dès le mois d'août tous les 2 jours des purgations et tous les jours une injection vaginale avec de l'eau de Labarraque. Elle prend en outre plus tard des infusions d'armoises.

G..... Avortement provoqué par une intoxication causée par l'armoise et l'apiol. Entrée le 20 octobre avec température 38° , pouls incomptable, teint jaune, extrémités refroidies, ventre douloureux. Un curettage d'urgence ne peut sauver la malade, qui meurt le 23 octobre.

Si les conséquences de l'avortement criminel sont très graves pour la mère, elles sont redoutables pour la société. Pour la mère c'est souvent la maladie et la mort ; au point de vue social, c'est la dépopulation. Avec l'abstention néo-malthusienne, la suppression prématurée de la grossesse amène une grande diminution de la natalité, du moins en France. L'étude du tableau suivant que nous empruntons au docteur Jacques Bertillon nous montre que si la population de cinq grandes puissances européennes a continué à s'accroître dans la seconde moitié du XIX^e siècle bien qu'elles ne soient pas à l'abri des manœuvres abortives ; celle de la France est restée stationnaire.

FRANCE Sans l'Alsace-Lorraine. — La Savoie et Nice compris depuis 1862)

1841-1850	33,552,800	269,262	913,825	730,136	133,689	8,02	27,24	23,24	4,00
1851-1860	34,678,200	276,950	907,782	829,207	78,579	7,90	26,17	23,90	2,30
1861-1870	36,424,900	282,949	951,432	857,917	93,515	7,70	26,12	23,55	2,57
1871-1880	36,795,000	295,218	934,939	870,876	64,063	8,03	25,49	23,74	1,75
1881-1890	38,120,000	279,976	908,633	841,651	66,982	7,32	23,83	22,08	1,75
1891-1900	38,421,000	289,629	853,000	829,039	23,961	7,52	22,21	21,59	0,62
1901-1907	39,151,857	302,370	819,339	772,146	47,193	7,71	20,94	19,70	1,24

ANGLETERRE (Grande-Bretagne et Irlande)

1864-1870	30,441,000	232,941	1,024,911	656,175	368,736	7,66	33,67	21,56	12,11
1871-1880	33,059,000	246,425	1,122,337	690,901	431,436	7,45	33,95	20,90	13,05
1881-1890	36,178,300	251,989	1,129,263	687,151	442,112	6,95	31,22	18,99	12,23
1891-1900	39,469,883	291,438	1,149,018	719,324	429,694	7,38	28,94	18,25	10,69
1901-1907	42,808,232	318,950	1,169,404	686,723	482,681	7,45	27,30	16,05	11,25

ITALIE (Province de Rome comprise seulement depuis 1872)

1863-1871	25,224,700	189,864	948,426	765,230	183,196	7,52	37,62	30,35	7,26
1872-1880	27,506,100	211,766	1,015,577	823,939	191,538	7,69	36,72	29,93	6,94
1881-1890	29,405,224	231,781	1,106,211	799,129	307,082	7,85	37,42	27,18	10,44
1891-1900	31,506,614	228,360	1,098,740	759,331	399,409	7,23	34,61	24,10	10,51
1901-1907	33,137,194	247,729	1,070,869	714,954	355,915	7,47	32,34	21,59	10,75

RUSSIE D'EUROPE (Sans la Pologne, la Finlande, le Caucase et la Russie d'Asie ; au total 35,022,000 habitants.)

Population totale en 1897 : 129,211,113 habitants.

1861-1870	64,683,000	640,971	3,161,150	2,384,898	776,252	9,93	48,90	36,90	12,00
1871-1880	71,022,000	658,982	3,502,640	2,533,055	969,585	9,26	49,30	35,70	13,70
1881-1890	81,725,000	723,615	4,039,586	2,834,780	1,204,806	8,85	49,45	34,70	14,80
1891-1900	91,693,000	827,362	4,520,645	3,126,025	1,394,620	9,00	49,20	34,10	15,10
1901-1907	101,743,628	886,466	4,924,248	3,175,349	1,748,899	8,70	48,36	31,20	17,16

Le Remède

Les conséquences de l'avortement criminel sont si graves, qu'il serait urgent de réprimer la pratique des manœuvres abortives. Sans avoir la prétention d'indiquer un remède d'une efficacité certaine, nous avons, peut-être suffisamment précisé les sources et les voies de propagation du mal pour qu'il soit possible sinon de les supprimer toutes, du moins d'en atteindre un certain nombre.

Il faudrait : secourir et protéger les mères, créer des refuges pour les derniers mois de la grossesse, des institutions charitables pour leur procurer du travail, des maisons spéciales pour abriter leur accouchement.

Réserver aux ouvriers, pères d'une nombreuse famille les places que leurs connaissances leur permettent d'occuper au lieu de les évincer au profit de célibataires à cause de la loi sur les accidents de travail.

Construire des habitations à bon marché réservées aux familles nombreuses, ce qui nous éviterait le spectacle

lamentable, de ménages jetés à la rue à cause du trop grand nombre d'enfants.

Interdire les conférences avec projections physiologico-anatomiques à l'usage du peuple.

Modifier l'article 317 pour rendre les poursuites plus faciles et l'application de la peine plus équitable.

Exercer une surveillance très active de la boutique de l'herboriste jusqu'au logement des professionnels de l'avortement. En outre le rôle du médecin est de montrer à la femme les dangers des pratiques abortives et de lui rappeler comme le dit M. Bertillon que « l'épouse ne doit pas d'abord être ouvrière, commerçante, compagne ou femme du monde ; elle doit avant tout être mère. »

CONCLUSIONS

1°/ La provocation de l'avortement autrement dit, suivant l'acception actuelle, l'avortement criminel est de tous les temps et de tous les pays. Sauf les Juifs, tous les peuples lui ont payé et lui paient encore un lourd tribut.

2°/ Dans le service de M. le docteur Doléris, le nombre des avortements n'a pas cessé d'augmenter. A Boucicaut, le rapport entre le nombre des accouchements et celui des avortements était de 8,56 en 1898, il est de 22, 18 en 1906. A Saint-Antoine, la proportion s'est aussi accrue. De 6,25 en 1898, elle passe à 22,68 en 1904, à 26,72 en 1910 et à 27,59 en 1911.

3°/ Les causes d'ordre pathologique telles que variole, dothiémentérie, rougeole, scarlatine, pneumonie, tuberculose, maladies vénériennes, intoxication par l'alcool, le plomb, le phosphore ne suffisent pas pour expliquer la progression ascendante du nombre des avortements que nous avons constatée. Cette progression est due pour une grande part à la pratique des manœuvres abortives.

4°/ Les causes de l'avortement criminel sont nombreuses et variées : réclame des journaux, propagande

en faveur du néo-malthusianisme et de la suppression prématurée de la grossesse, répression insuffisante et surtout évolution de nos mœurs. Par suite de cette évolution, l'avortement criminel est trop facilement excusé dans tous les rangs de la société ; la fille-mère avorte pour échapper à la misère, la femme pauvre avorte pour ne pas augmenter les charges de son ménage, la femme riche dans un but de lucre, d'égoïsme et de bien être.

5°/ Les conséquences de l'avortement criminel sont graves pour la mère et pour la société.

a) Si dans l'accouchement normal à terme la mortalité est presque nulle, il n'en est plus ainsi dans l'avortement criminel. Trop souvent des maladies longues et graves et même la mort frappent l'avortée.

b) Pour la société c'est la dépopulation.

6°/ Pour tâcher d'arrêter la progression ascendante du nombre des avortements criminels, il faudrait empêcher la propagande des néo-malthusiens, surveiller étroitement les professionnels de l'avortement, modifier l'article 317, et punir les coupables quels qu'ils soient, protéger et secourir la femme enceinte dans le besoin, et bien montrer les dangers que fait courir la pratique des manœuvres abortives.

Vu : Le Président de Thèse :

RIBEMONT-DESSAIGNE.

Vu ; le Doyen :

D. LANDOUZY.

Vu et permis d'Imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

ANDRÉ COUVREUR. — La Graine.

Archives de la Maternité de l'Hôpital Saint-Antoine,
1908, 1909, 1910, 1911.

AUBIN. — Recherches médicales de la criminalité dans
l'avortement criminel. Thèse de Bordeaux 1886.

AUBRY et CORRE. — Documents de criminologie rétros-
pective.

BAFFET. — La dépopulation envisagée au point de vue
obstétrical. Thèse de Paris 1903.

BAUSSET. — De l'avortement criminel. Thèse de Paris,
1906.

BERTILLON. — Dictionnaire encyclopédique des sciences
médicales.

BERTILLON JACQUES. — La dépopulation de la France.

BOISSARD. — Bulletin de la société obstétrique de Paris
1907.

BOSSI. — Les conséquences gynécologiques du Malthu-
sianisme in « la gynécologie », 1905.

BOUCHACOURT. De la puériculture.

BRIEUX. — Maternité.

BRION. — Etude critique de 530 cas d'avortement. Thèse de Paris, 1892.

BROUARDEL. — Avortement à Paris 1901.

CABANÈS. — Réferendum in Chronique médicale, novembre 1904 et février 1909.

CANOLLE. — De l'avortement à Karikal. Thèse de Paris 1881.

COLLIGNON. — Progression ascendante du nombre des avortements et ses causes. Thèse de Paris 1909.

DARRICARRÈRE. — Le droit à l'avortement. Revue moderne de médecine et de chirurgie. Avril 1907.

DELAPLANE, — Thèse de Paris 1910.

DOLÉRIS. — Statistique de l'avortement 1905 in comptes-rendus de la société d'obstétrique, de gynécologie et de pédiatrie de Paris. Février-mars 1905.

DOLÉRIS. — Communication à la société de prophylaxie sanitaire et morale.

DOLÉRIS. — Referendum de 1905.

DRAPER. — Criminal abortion. Boston medical and surgical journal 30 avril 1896.

DROUINEAU. — De l'avortement ; mesures à prendre. Revue philanthropique. Paris 1907.

ESCANDE. — Contribution à l'étude clinique des avortements et en particulier des avortements criminels. Thèse de Paris 1903.

EUSTACHE. — Un véritable péril social ; la dépopulation

« voulue » in journal des sciences médicales de Lille, 25 novembre 1905.

FLAMBART. — La femme enceinte dans les sociétés modernes. Thèse de Paris 1903.

KLOTZ-FOREST. — Referendum in Chronique médicale, novembre 1904 et février 1909.

KLOTZ-FOREST. — De l'avortement est-ce un crime ?

LACASSAGNE. — Considérations médico-légales sur l'avortement. Archives d'anthropologie criminelle 1887.

LAGUERRE. — De l'avortement criminel. Thèse de Toulouse 1893.

LEMOINE. — L'avortement criminel. Thèse de Paris 1897.

MALEEFF. — Etude clinique des perforations utérines abortives. Thèse de Lyon 1904.

MALTHUS. — Étude sur les principes de la population, 1803.

MATIGNON. — Avortement en Chine.

MAYGRIER. — Annales de la Société obstétricale de France, 1905.

MONIN. — La dépopulation ; ses rapports avec les théories néo-malthusiennes et l'avortement criminel. Thèse de Paris, 1910.

PAUL. — Contribution à l'étude de l'avortement criminel. Perforations utérines gangréneuses. Thèse de Paris, 1905.

PERCHEVAL. — Des manœuvres abortives chez les femmes qui ne sont pas enceintes. Thèse de Paris, 1910.

PFEIFFER. — Essai de prophylaxie de l'avortement criminel. Thèse de Paris, 1908.

PICHEVIN. — Avortement criminel in Semaine gynécologique. Paris 1903 et 1905.

RINETTE. — Pronostic de l'avortement. Thèse de Paris, 1904.

RONDELET. — La médecine dans le passé in la Médecine internationale illustrée.

ROUYER. — Etudes médicales sur l'ancienne Rome.

SCOTT. — A case of criminal abortion. American journal of obstétrical. Janvier 1896.

SIMPSON. — Criminal abortion.

TARDIEU. — Avortement en médecine légale. Article du dictionnaire Jaccoud.

TAVERNIER. — Nouveau cri d'alarme in le Journal l'Univers 28 décembre 1910.

TOURDES. — Avortement en médecine légale. Article du dictionnaire Déchambre.

VERRIER. — Avortement criminel chez les anciens et les modernes, in revue scientifique, 21 juin, 1884.

VIDAL, — Le droit à l'avortement. Thèse de Toulouse, 1907.

WHONY. — Criminal abortion. Bristol médical journal, 1882.

WOECHLING. — L'avortement dans ses rapports avec la dépopulation de la France. Thèse de Paris, 1884.

ZOLA. — Fécondité.

